



RIFT VALLEY INSTITUTE | PROJET USALAMA
INSÉCURITÉ EN VILLE
USAID | SOLUTION POUR LA PAIX ET LE RELÈVEMENT

UN SYSTÈME D'INSECURITE

COMPRENDRE LA VIOLENCE ET LA
CRIMINALITÉ URBAINES À BUKAVU

RIFT VALLEY INSTITUTE
PROJET USALAMA: INSÉCURITÉ EN VILLE

.....

Un système d'insécurité

Comprendre la violence et la criminalité urbaines à Bukavu

MICHEL THILL



Publié en 2019 par le the Rift Valley Institute
159/163 Marlborough Road, Londres N19 4NF, Royaume-Uni
PO Box 52771 GPO, 00100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama du Rift Valley Institute (RVI) est une initiative de recherche animée par plusieurs partenaires et axée sur des travaux de terrain. Son objectif est d'étudier les groupes armés et leur influence sur la société en République démocratique du Congo.

LE RIFT VALLEY INSTITUTE (RVI)

Le Rift Valley Institute (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique centrale et de l'Est afin de mettre le savoir local au service du développement social, politique et économique.

AUTEUR

Michel Thill est un Doctoral Research Fellow au Conflict Research Group (CRG) de l'Université de Gand. Ses recherches de doctorat portent sur les pratiques policières et la négociation quotidienne de l'ordre public à Bukavu, en République démocratique du Congo. Michel est un associé du Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine (GEC-SH), basé à Bukavu, et un Fellow du Rift Valley Institute (RVI), où il était responsable de son programme des Grands Lacs de 2012 à 2016.

NOTE CONCERNANT LA RESPONSABILITE

Ce rapport est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'United States Agency for International Development (USAID). Les contenus relèvent de la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'USAID, du gouvernement des États-Unis ou du Rift Valley Institute.

REMERCIEMENTS

DIRECTEUR EXECUTIF DU RVI: Mark Bradbury

RESPONSABLE DES PUBLICATIONS ET DES PROGRAMMES DU RVI: Magnus Taylor

ADMINISTRATEUR DE PROGRAMME DU RVI: Connor Clerke

REVISION: Kate McGuinness

TRADUCTION: Catherine Dauvergne-Newman | *horizons*

CONCEPTION: Iram Allam

CARTES: Jillian Luff, MAP*graf*x

ISBN 978-1-907431-65-4

COUVERTURE: La société civile de Bukavu a organisé une réunion d'échange avec les habitants sur la route principale de la ville, où des changeurs de fonds avaient été violemment attaqués et volés la veille. Cela s'est produit juste avant le début de la campagne de Tujikinga, une initiative visant à mobiliser les citoyens contre l'insécurité croissante à Bukavu.

DROITS

Copyright © Rift Valley Institute 2019

Image de couverture © Inconnu

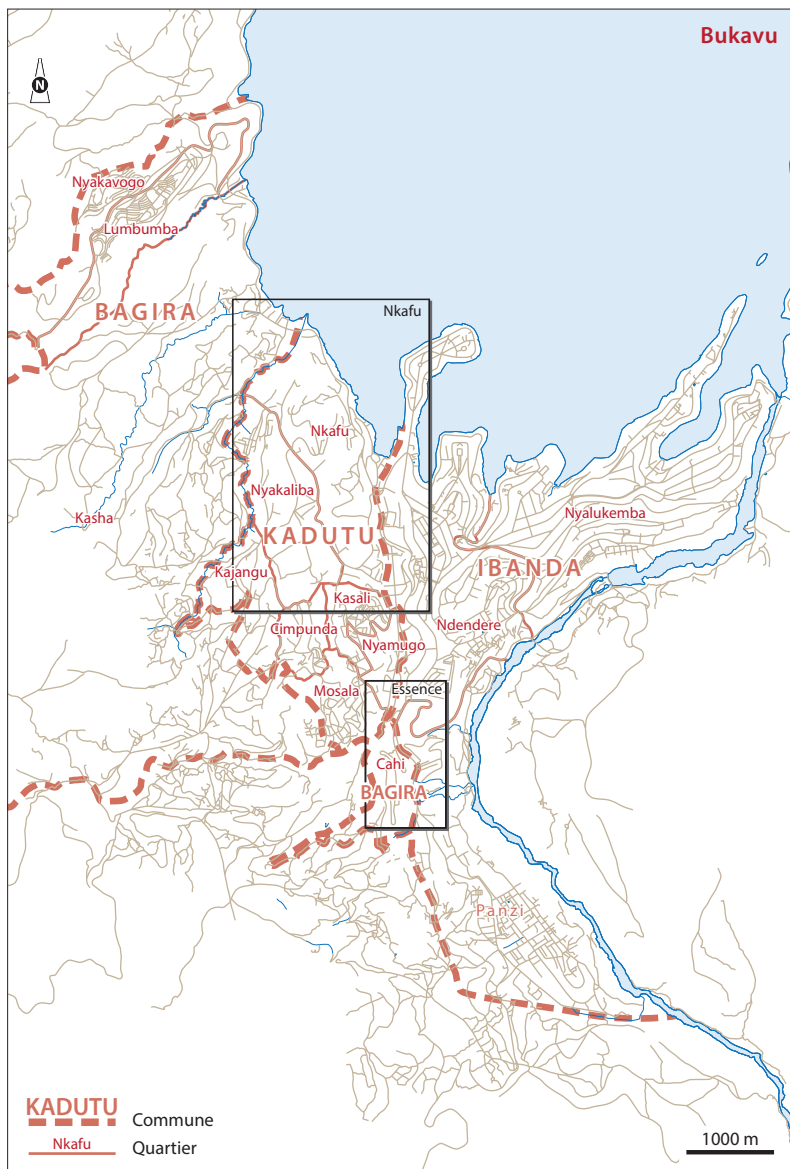
Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons Attribution-Noncommercial-NoDerivatives 4.0 International

www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0

Téléchargement gratuit sur www.riftvalley.net

Vous pouvez vous procurer une version imprimée de ce rapport sur Amazon et auprès d'autres vendeurs en ligne, ainsi que dans certaines librairies.

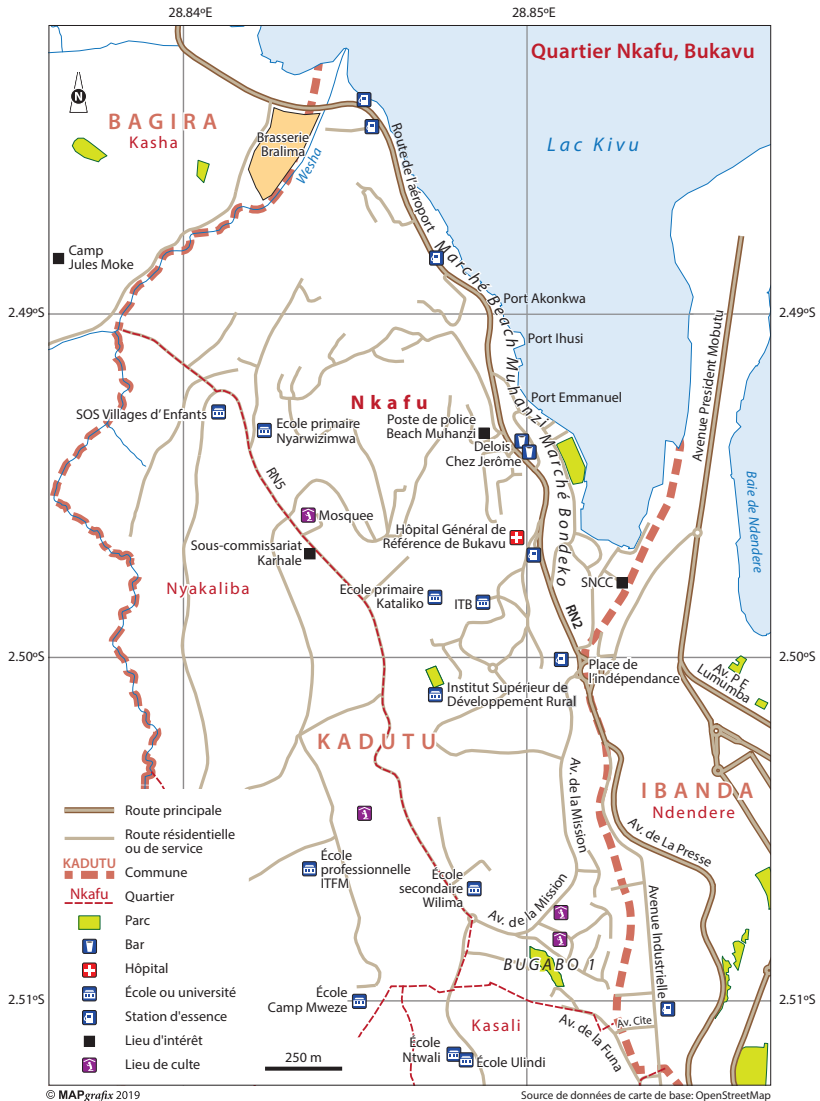




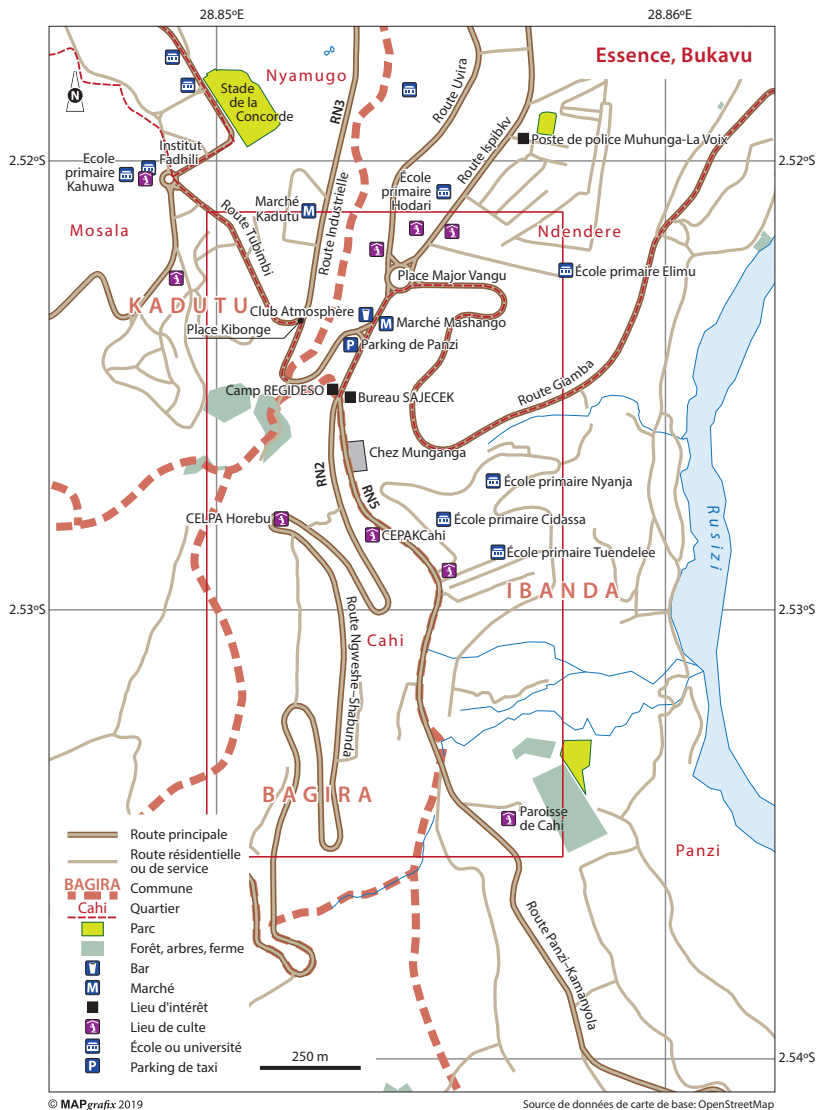
© MAPgraphix 2019

Source de données de carte de base: OpenStreetMap

Carte 1. Ville de Bukavu



Carte 2. Quartier de Nkafu, Bukavu



Carte 3. Zone d'Essence, Bukavu

Table des matières

Préface	7
Résumé	9
Remerciements	12
1. Introduction	13
2. Histoire de l'insécurité à Bukavu	15
Epoque coloniale	15
L'insécurité après l'indépendance	17
Les Guerres du Congo et leurs répercussions	20
3. Le quotidien de l'insécurité urbaine	25
Espaces d'insécurité urbaine	25
Diversité de l'insécurité urbaine	27
Impact quotidien de l'insécurité urbaine	30
4. L'économie de l'insécurité urbaine	36
La police	36
Colportage de l'autorité	38
Le butin de l'insécurité	41
5. Réponses à l'insécurité urbaine	45
Réponses communautaires	45
La montée des groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre	50
Réponses étatiques à l'insécurité urbaine	52
6. Conclusion et considérations politiques	56
Acronymes, vocabulaire et expressions	60
Bibliographie	62
Encadré 1: L'administration urbaine au Congo	23
Encadré 2: Identités et insécurité urbaine quotidienne à Bukavu	34
Carte 1: Ville de Bukavu	3
Carte 2: Quartier de Nkafu, Bukavu	4
Carte 3: Zone d'Essence, Bukavu	5

Préface

L'est de la République démocratique du Congo (RDC) est en proie à des violences depuis deux décennies et continue d'enregistrer une insécurité omniprésente. Pourtant, les moteurs de cette insécurité n'ont toujours pas bien été cernés. Le Projet Usalama (Usalama signifiant « sûreté » ou « sécurité » en swahili) du Rift Valley Institute est une initiative de recherche menée par des partenaires dont l'objectif est d'étudier la dynamique du conflit et de la violence et les effets de ces deux phénomènes sur la société congolaise.

La première phase du Projet Usalama (2012–2013) portait sur la « compréhension des groupes armés », tandis que la deuxième (2015–2016) enquêtait sur « la gouvernance dans le conflit ». La troisième phase (2018–2019) est quant à elle consacrée à « l'insécurité dans la ville » et au rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans la mise à disposition d'outils pour la sécurité, ainsi qu'à la façon dont les citoyens perçoivent l'insécurité, leur vécu à cet égard et les réponses qu'ils y apportent. Cette troisième phase a été menée en partenariat avec le Groupe d'études sur les Conflits et la Sécurité humaine (GEC-SH), basé à Bukavu. Le projet part d'une série de questions: qui sont les principaux agents de la sécurité et de l'insécurité dans la ville? Quels sont les moteurs, les logiques et les tendances en matière d'insécurité urbaine? Comment les résidents perçoivent-ils l'insécurité? Et comment la gèrent-ils au quotidien?

Le projet repose sur une approche principalement qualitative basée sur des travaux de terrain approfondis réalisés par des chercheurs aussi bien internationaux que congolais. Les travaux de terrain entrepris pour les besoins du présent rapport se sont déroulés de mars à avril 2019. En tout, 83 entretiens et 4 discussions en « focus group » ont eu lieu à Bukavu, complétés des recherches précédemment menées par l'auteur, et de recherches documentaires provenant de diverses ressources universitaires, gouvernementales, médiatiques et d'ONG. Un grand nombre des entretiens menés dans le cadre de ce rapport ont été réalisés sous couvert d'anonymat. Par conséquent, les données d'identification des personnes

interrogées se limitent à une appellation neutre, suivie d'un lieu et d'une date, par exemple « Usalama Projet III, entretien avec un policier, Bukavu, 25 mars 2019 ». Au cours des recherches, les témoignages relatifs à des événements potentiellement contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant eu une connaissance directe des événements en question.

La phase « Insécurité dans la ville » du Projet Usalama fait partie du projet Solutions for Peace and Recovery (SPR) financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

Résumé

- Malgré leur croissance démographique rapide, les villes sont largement ignorées lors des discussions sur le conflit et l'insécurité dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Or il est crucial de consacrer des recherches à la question de l'insécurité dans les villes pour mieux comprendre l'engagement de l'Etat et de la société autour des prérogatives clés que sont la sécurité et la justice.
- Tout au long de l'histoire coloniale, les villes ont joué un rôle clé dans l'élaboration de plans visant à maintenir l'ordre parmi les sujets coloniaux et à les discipliner. Certaines pratiques coloniales de maintien de l'ordre perdurent aujourd'hui, et de nouvelles sont apparues depuis l'indépendance. A partir des années 1980, le contrat social entre l'Etat et la population a été modifié, l'Etat se retirant progressivement de ses principales obligations, notamment la sécurité.
- La situation à Bukavu, objet de ce rapport, est fortement liée à son expérience de la guerre, de la rébellion et de l'occupation, notamment au génocide rwandais et à ses répercussions, ainsi qu'aux Guerres du Congo des années 1990 et du début des années 2000. L'exode rural persistant, les pressions croissantes sur les terres urbaines, les spoliations et actes d'oppression commis par les forces d'occupation et la facilité avec laquelle on peut se procurer des armes de petit calibre sont autant de phénomènes qui ont mis à rude épreuve la cohésion sociale des habitants de Bukavu.
- Face à une insécurité urbaine grandissante, les habitants de Bukavu ont décidé de prendre les choses en main, soit en se livrant à des activités criminelles pour survivre, soit en se mobilisant contre celles-ci. L'improvisation, la débrouille et l'« auto-prise en charge » sont devenues des logiques de l'action personnelle ancrées dans l'esprit des habitants de la ville.
- L'insécurité fait partie du quotidien de la plupart des habitants de

Bukavu. Dans deux de ses quartiers les plus agités, Essence et Nkafu, cette insécurité revêt des formes d'une diversité stupéfiante. Elle épuise l'énergie physique et mentale des habitants, est chronophage et anxiogène et nuit au sentiment de confiance au sein des quartiers.

- Certains individus tirent également parti de l'insécurité. Face à un Etat qui se retire des sphères de la sécurité publique et à la stagnation de l'économie formelle, de nombreux habitants de Bukavu ont conçu des espaces pour gagner leur vie là où des opportunités se présentaient. Une économie complexe s'est ainsi développée autour de l'insécurité, avec une certaine complicité collective.
- Malgré les difficultés quotidiennes des habitants de Bukavu pour joindre les deux bouts, la majorité d'entre eux réussissent à rester à l'écart de cette économie, faisant souvent preuve d'une créativité et d'un courage remarquables pour répondre aux nombreux défis qui lui sont associés. Il existe toutefois des limites indéniables à ce qui peut être entrepris pour lutter contre un système dont dépend un si grand nombre.
- La sécurité et l'insécurité sont devenues des problématiques intimement liées. Au cœur de ce système s'exercent des tensions entre les forces structurelles et le rôle des personnes affectées par celles-ci. Cela a engendré un ordre ambigu dans lequel une pluralité d'acteurs est en concurrence pour parvenir à un objectif pratiquement irréalisable: à la fois survivre, prospérer et garantir la sécurité.
- Le présent rapport suggère cinq domaines à prendre à compte par les entités souhaitant lutter contre l'insécurité à Bukavu:
 1. Soutenir et investir dans la création d'espaces urbains sécurisés, par exemple en étendant l'éclairage public et en fermant les maisons closes illégales;
 2. S'engager en faveur de la réforme de la police. Les précédents efforts des bailleurs ont enregistré certaines réussites sur lesquelles il faut s'appuyer, dans lesquelles il faut investir et qu'il est important de reproduire;

3. Mobiliser le potentiel positif des jeunes en proposant des alternatives à l'économie de l'insécurité;
4. S'appuyer sur les meilleures pratiques locales pour lutter contre l'insécurité, rétablir les comités de sécurité de quartier au niveau des rues et redynamiser le rôle important des cadres de base en réclamant des élections municipales;
5. Encourager une inclusion sociale partant de la base, notamment en instaurant des espaces sécurisés propices aux rencontres entre acteurs de la sécurité urbaine, cadres de base et communautés locales.

Remerciements

Le Groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH), basé à Bukavu, est une unité de recherche relativement récente; la construction de ses locaux ne date que de l'été 2016, sur un terrain où l'on pouvait précédemment trouver des ruches pour la production de miel, puis un élevage de lapins pour la consommation locale. Pourtant, en très peu de temps, son directeur, le professeur Godefroid Muzalia, a non seulement réussi à réunir autour de lui un groupe d'excellents jeunes chercheurs, mais il les a également incités à rester à ses côtés malgré les rudes défis auxquels fait face toute organisation nouvelle, a fortiori dans l'est du Congo.

Pour les besoins du Projet Usalama du RVI « L'insécurité dans la ville », j'ai eu le privilège de collaborer avec neuf chercheurs et associés du GEC-SH. Ce sont eux qui ont réalisé une grande partie des travaux de recherche, et plusieurs idées énoncées dans ce rapport leur reviennent. La barrière de la langue et les délais serrés ont beau les avoir empêchés de contribuer à sa rédaction et à en revoir les différentes versions d'un œil critique, ce rapport est tout autant le fruit de leur labeur que du mien. Il s'agit de: Alice Mugoli, Bienvenu Mukungilwa, Cubaka Muderhwa, Eric Batumike, Francine Mudunga, Gentil Kulimushi, Irène Bahati, Julien Namegabe et Robert Njangala. Un grand merci !

Je tiens également à remercier Maren Larsen et Abel Cimanuka pour leur précieuse contribution à certaines parties de ce rapport. Toute ambiguïté, déclaration inexacte ou erreur susceptible de subsister dans les présentes est entièrement mienne.

1. Introduction

Depuis les années 1990, la violence qui sévit dans l'est de Congo suscite l'attention des chercheurs, des activistes et des décideurs politiques. Les problématiques que sont le foncier et l'identité, l'exploitation des ressources naturelles, la mobilisation des groupes armés, le maintien de la paix et la gouvernance ont fait l'objet de la majorité des recherches. Ces travaux se sont surtout concentrés sur les zones rurales, qui abritent des groupes armés, supportent le fardeau de leurs activités violentes et sont susceptibles de tomber sous leur influence. Des villes comme Bukavu ont été largement ignorées lors des discussions sur le conflit et l'insécurité dans la région.¹

Le Congo affiche la troisième plus importante population urbaine de l'Afrique subsaharienne, cette catégorie gagnant un million d'individus par an. A l'allure actuelle des choses, le nombre de Congolais habitant en ville sera appelé à doubler au cours des 15 prochaines années.²

Il est donc essentiel d'étudier leur vécu au quotidien, considérablement influencé par l'insécurité, pour mieux comprendre les réalités urbaines, mais aussi socioéconomiques et politiques au sens large, du Congo. En outre, c'est dans les villes congolaises toujours plus importantes que l'Etat et les services de sécurité sont les plus manifestes, que les groupes de jeunes et les organisations de la société civile sont le plus audibles, que les échanges et le commerce sont le plus dynamiques et que les inégalités sont le plus prononcées. Les recherches sur la sécurité dans la ville permettent ainsi de mieux cerner la manière dont l'Etat et

1 Parmi les exceptions: Karen Büscher, « Conflict, state failure and urban transformation in the Eastern Congolese periphery. The case of Goma », thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2011; Gillian Mathys et Karen Büscher, « Urbanizing Kitchanga: spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, Eastern Congo », *Journal of Eastern African Studies* 12/2 (2018): 232–253.

2 Groupe de la Banque mondiale, « Democratic Republic of Congo Urbanization Review: Productive and Inclusive Cities for an Emerging Democratic Republic of Congo », Washington, DC: Banque pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, 2018.

la société s'impliquent autour de prérogatives clés telles que la sécurité, et ce que cela peut signifier pour le fonctionnement de la gouvernance urbaine.

A l'instar d'une grande partie de l'est de la RDC, de nombreux habitants de Bukavu ont été entraînés dans une économie florissante de l'insécurité, qui leur offre différentes possibilités de survivre et de prospérer, certes à des degrés divers. De même, les réponses à l'insécurité émanant de la communauté et de l'Etat ne manquent pas. De courageux cadres de base, officiers de police et civils ont trouvé des moyens innovants de faire face aux risques et aux dangers quotidiens. Cependant, les investissements dans la sécurité sont onéreux et de nombreuses initiatives ont du mal à perdurer. Comme l'a déclaré de façon intrigante un office de police interrogé pour les besoins de ce projet, « *la sécurité change sans cesse de formes. C'est un système* ». ³

Il devient de plus en plus urgent pour les chercheurs et les décideurs politiques de s'interroger sur ce système, son fonctionnement et la façon dont il convient de l'aborder, y compris sur l'économie qu'il a engendrée.

3 Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 14 mars 2019.

2. Histoire de l'insécurité à Bukavu

L'insécurité à Bukavu est à l'image du contexte socioéconomique et politique de la ville: celui-ci a été façonné par l'histoire coloniale, la nature des relations entre la gouvernance et la sécurité civile, le déclin économique, l'évolution du contrat social entre l'Etat et la société et les séquelles des rébellions, des conflits violents et des périodes d'occupation. Cette conjugaison de facteurs est à la base du paysage de l'insécurité propre à Bukavu.

Epoque coloniale

Tout au long de l'époque coloniale, les villes ont joué un rôle clé dans les discussions sur la meilleure démarche à employer pour maintenir l'ordre parmi les sujets coloniaux et les discipliner. Ce constat est on ne peut plus vrai au Congo. Située dans les collines verdoyantes de la vallée du Rift occidentale, à la pointe sud du lac Kivu, la ville de Bukavu a été fondée en 1900 en tant qu'avant-poste militaire de l'Etat libre du Congo du roi belge Léopold II. Sa principale fonction était de surveiller l'expansion coloniale allemande de l'autre côté du lac et de la rivière Ruzizi, qui marque aujourd'hui la frontière congolaise avec le Rwanda et le Burundi.

D'abord établi sur la péninsule de Muhumba à Nyalukemba, cet avant-poste militaire a mis quelques décennies avant de prospérer. La frontière contestée avec le Rwanda, son voisin allemand, conjuguée au déclenchement de la Première Guerre mondiale, a ralenti l'implantation européenne. La résistance exercée par le *mwami* (chef coutumier suprême) de Kabare, chef de l'un des royaumes Bushi les plus importants, a également contribué à la lenteur de l'implantation. Bukavu s'est mise à se développer dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, lorsque son climat à la fois tropical et tempéré et ses sols fertiles ont commencé à attirer des administrateurs coloniaux et des colons. Bukavu s'est vu attribuer le statut de circonscription urbaine en

1925 et, peu après, elle devenait la capitale du district du Kivu.⁴

On ne sait pas grand-chose du phénomène d'insécurité lors des premières années d'existence de Bukavu. C'est toutefois dans les zones urbaines de peuplement que l'administration coloniale était la plus visible et que vivaient la plupart des Européens. Malgré l'instauration de frontières raciales farouchement gardées, un contrôle strict des déplacements pour entrer dans la ville et en sortir, et des politiques de ségrégation appliquées avec fermeté, les zones urbaines de peuplement étaient également l'endroit où la population blanche de l'élite se sentait menacée par la « sous-classe africaine ».⁵

Le maintien de l'ordre colonial consistait donc à contrôler une catégorie de la population et à en garder une autre au pouvoir – héritage qu'il s'avère encore aujourd'hui difficile à surmonter. Au Congo, dans toute la colonie, les administrateurs blancs étaient constamment assaillis par un sentiment d'anxiété et de peur lors de leurs négociations avec leurs supposés sujets. Face à la créativité et à la résilience de ceux qu'elle avait colonisés, et ayant grand mal à les cerner, l'administration coloniale belge s'est retrouvée dans une lutte permanente visant à catégoriser la population, à mettre en œuvre des lois douteuses et à maintenir l'ordre public.⁶

4 Canda-ciri Njangu, « La Résistance Shi à la pénétration européenne (1900–1920) », Lubumbashi: université nationale du Zaïre, 1973; Gillian Mathys, « People on the move: Frontiers, borders, mobility and history in the Lake Kivu region, 19th–20 century », thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2014; Pilipili Kagabo, « Contribution à la connaissance des origines du centre de Bukavu (Kivu) de 1870 à 1935 », mémoire de Maîtrise, Lubumbashi: université nationale du Zaïre, campus de Lubumbashi, 1973.

5 Andrew Burton, *African Underclass: Urbanization, crime and colonial order in Dar es Salaam 1919–61*, Oxford: James Currey, 2006.

6 Amandine Lauro, « Maintenir l'ordre dans la colonie-modèle. Notes sur les désordres urbains et la police des frontières raciales au Congo belge », *Crime, Histoire & Sociétés* 15/2 (2011): 97–121; Nancy Rose Hunt, *A Nervous State: Violence, Remedies, And Reverie in Colonial Congo*, Londres: Duke University Press, 2016; Martin Thomas, *Violence and Colonial Order: Police, Workers and Protest in the European Colonial Empires, 1918–1940*, Cambridge: Cambridge University Press, 2012.

L'insécurité après l'indépendance

L'histoire mouvementée de Bukavu depuis l'indépendance sert de toile de fond aux facteurs économiques, sociaux et politiques complexes à la base de l'insécurité urbaine et des réponses à y apporter. Plusieurs de ces facteurs ne sont pas propres à Bukavu mais affectent le pays dans son ensemble, notamment la relation tumultueuse entre les forces de sécurité et la population, la nature de la gouvernance et l'état lamentable de l'économie. A partir de l'instauration de l'Etat libre du Congo (1885-1908), les forces de sécurité étatiques ont à maintes reprises été impliquées dans une oppression violente, des abus et des vols. L'élément coercitif de l'Etat, à savoir l'armée et la police, a servi à maintenir coûte que coûte l'élite dirigeante au pouvoir et, ce faisant, à l'enrichir. Des raids punitifs lancés contre des villages opposant leur résistance sous le règne du roi Léopold II à la mobilisation de main-d'œuvre forcée sous l'administration coloniale belge (1908-1960), jusqu'aux mesures de répression de l'opposition politique sous le Président Mobutu Sese Seko (1965-1997), les services de sécurité ont toujours été un outil clé pour aider les élites congolaises à garder la mainmise sur le pouvoir.

Un deuxième facteur des relations tendues entre la police et la communauté est la structure de gouvernance en place au Congo. Elle repose sur un réseau clientéliste présidentiel, dont le principal objectif est la survie et l'enrichissement des détenteurs du pouvoir. Par conséquent, les institutions étatiques deviennent des structures de rente, les ressources et postes publics étant au service d'objectifs privés. Les services de sécurité n'y font pas exception: en effet, ils ont toujours cherché à vivre aux crochets de la population, non seulement pour nourrir la hiérarchie établie, mais aussi pour se nourrir eux-mêmes. Résultat: diverses pratiques axées sur l'extraction se sont développées, allant de la facturation de services à l'invention d'infractions, jusqu'au vol de marchandises pendant les descentes, en passant par le détournement des civils la nuit. Ce genre de pratiques est le produit à la fois de l'oppression et d'une pénurie, garantissant simultanément la survie

du système clientéliste, des institutions de sécurité étatiques et de leurs employés. Tout au long de l'histoire, les acteurs étatiques de la sécurité ont aussi été des acteurs de l'insécurité, mettant à mal leurs relations avec la population et provoquant une crise profonde de confiance et de légitimité.⁷

Un troisième facteur a été le rapide déclin économique du régime de Mobutu à partir de la fin des années 1970. A Bukavu, comme dans d'autres villes, un grand nombre d'habitants ont été contraints de se rapprocher de l'économie informelle, en plein essor, qui était devenue un véritable moyen de subsistance pour la plupart de la population urbaine. C'est dans ce contexte que Mobutu a lancé à ses sujets l'appel « *Débrouillez-vous !* », également appelé « article 15 », qui désigne une section imaginaire de la constitution de 1960 du Sud-Kasaï sécessionniste qui encourageait les employés de l'Etat à improviser dans les moments de besoin.⁸

L'article 15, cependant, a non seulement encouragé le recours privé aux fonctions publiques; il marque aussi le moment où l'Etat s'est retiré de ses fonctions officielles, y compris celles se rapportant à la sécurité, à la place desquelles un nouvel accord socioéconomique est apparu entre l'Etat et la société. L'insécurité s'aggravant et les capacités étatiques pour y répondre déclinant, la population n'avait guère d'autre option que de prendre elle-même les choses en main, ce que les agents de l'Etat encourageaient fréquemment.

En 1982, à Bukavu, face à une frustration populaire grandissante suite à une série de vols à main armée, Mwando Nsimba, le commissaire de la région du Kivu (une entité administrative zaïroise), a demandé aux habitants de se défendre et de prendre la justice en main, un discours souvent désigné par l'expression « auto-prise en charge ». Les habitants

7 Thomas Callaghy, *The State-Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*, New York: Columbia University Press, 1984; Michael Schatzberg, *The Dialectics of Oppression in Zaire*, Bloomington: Indiana University Press, 1988.

8 Crawford Young et Thomas Turner, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison: University of Wisconsin Press, 1985; Godefroid Muzalia, « Insécurité dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu: Perspectives historiques (1960- 2018) », Bukavu: *Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine*, à paraître.

n'ont pas hésité à suivre cette consigne, d'où une intensification et une propagation de la « justice populaire », pratique consistant pour un groupe d'individus à passer à tabac des voleurs présumés ou à les brûler vifs.⁹

L'auto-prise en charge a transformé les employés de l'Etat en voleurs et les civils en policiers et en juges. La logique de l'article 15 et de l'auto-prise en charge est la manifestation d'une évolution majeure dans le contrat social entre l'Etat et la société. L'Etat se retirant de plus en plus de la vie publique, il a donné aux employés de l'Etat le loisir de détourner les fonds publics et encouragé ses citoyens à se charger eux-mêmes des questions sécuritaires. Cette évolution a fondamentalement estompé les frontières entre public et privé et occulté les responsabilités à l'égard de la sécurité. Elle a entraîné l'émergence de réponses alternatives à l'insécurité et à une prolifération d'acteurs sécuritaires non étatiques. On ne saurait sous-estimer l'impact de ce phénomène sur l'insécurité quotidienne.

L'insécurité à Bukavu a été dictée de manière significative par une histoire marquée par la rébellion et un conflit violent dans l'est du Congo. Par exemple, en 1967, le mercenaire belge Jean Schramme et ses troupes, qui avaient soutenu la fragile armée centrale de Mobutu, étaient en désaccord au sujet du paiement de leur solde, ce qui a conduit à l'occupation de Bukavu. Après avoir pillé la banque centrale, et face à l'armée de Mobutu soutenue par les Etats-Unis, ils ont fini par se retirer au bout de cinq mois en passant par le Rwanda, mais en laissant derrière eux des armes et des munitions. Dans les années qui ont suivi leur occupation, les premiers gangs criminels sont apparus à Bukavu et une première vague de vols à main armée a déferlé sur la ville.

Les armes abandonnées par les rebelles et les mercenaires et la présence de militaires démobilisés et inactifs ont créé un terrain propice à cette montée initiale de la criminalité. Du reste, la réponse des services de

.....
9 Muzalia, « *Insécurité dans la ville* »; Timothy Raeymaekers, « The Power of Protection: Governance and transborder trade on the Congo-Ugandan Frontier », thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2007.

sécurité du Président Mobutu a globalement été rapide et les voleurs les plus notoires ont été pendus sur la principale place publique de Bukavu. Les services de sécurité de l'Etat étant trop inaccessibles, la population de Bukavu a instauré ses propres systèmes d'alerte, consistant à faire du bruit avec des casseroles ou des marmites, des tam-tams et des sifflets, afin de mobiliser les voisins et de faire fuir les voleurs, pratique qui subsiste aujourd'hui.¹⁰

Les Guerres du Congo et leurs répercussions

Le génocide rwandais de 1994 et ses répercussions sur la région au sens large sont sans doute l'événement qui a le plus influé sur l'insécurité à Bukavu. Des centaines de milliers de réfugiés, dont une grande partie de l'armée rwandaise vaincue et des paramilitaires de l'*Interahamwe*, ont établi des campements en périphérie de la ville. La peur et la méfiance se sont répandues au sein des communautés à Bukavu, de jeunes habitants se mettant à effectuer des rondes nocturnes dans les rues. Les deux Guerres du Congo (1996–1997 et 1998–2003) s'en sont suivies, inondant le pays de troupes étrangères et déclenchant un exode rural de grande ampleur. Bukavu s'est ainsi retrouvée à devoir accueillir une population croissante de réfugiés internes, ce qui a grevé son économie déjà affaiblie et mis à rude épreuve l'équilibre social de ses communautés urbaines. En outre, la ville noyait désormais sous les armes de petit calibre, ajoutant un degré de violence sans précédent à l'insécurité urbaine.

Au début de la Première guerre du Congo, les jeunes et les cadres de base se sont alliés à certains auteurs du génocide rwandais pour défendre leur ville de ceux qu'ils considéraient comme étant l'agresseur tutsi sous la forme de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaire (AFDL), soutenue par le Rwanda et plusieurs autres pays africains. L'AFDL ayant capturé Bukavu en octobre 1996, plusieurs de ces

10 Ce paragraphe et les suivants: Muzalia, « *Insécurité dans la ville* ». Un tam-tam est un grand gong métallique.

jeunes, souvent appelés « volontaires », ont été massacrés.¹¹

Pendant la Deuxième guerre du Congo, Bukavu a été occupée par le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), mouvement appuyé par le Rwanda et l'Ouganda. De nombreux sbires du RCD ont commencé à acheter ou tout simplement à prendre possession de terrains et de biens dans la ville. Ce phénomène, conjugué à la construction incontrôlée et tentaculaire de logements de fortune par ceux qui fuyaient la guerre, a non seulement entraîné une flambée du prix des terrains, mais également une multitude de conflits fonciers, avec de lourdes répercussions sur la coexistence pacifique des voisins et communautés.

Dans l'arrière-pays de Bukavu, le RCD a combattu les Maï-Maï, des groupes armés locaux s'inspirant de l'idée de l'auto-défense pour protéger leur patrie de ceux qu'ils considéraient comme des envahisseurs étrangers. Ces lignes de clivage ont alors semblé gagner le paysage sécuritaire de Bukavu. Certains jeunes ont constitué des gangs pour résister à l'occupation du RCD. D'autres, notamment l'Armée rouge, ont collaboré avec certains commandants du RCD, qui leur fournissaient des armes pour qu'ils puissent se livrer à des activités criminelles. Si l'on n'en sait guère sur les dynamiques de ces premiers gangs et sur leurs liens directs ou indirects avec les conflits actuels, il ne fait aucun doute qu'ils ont contribué à la hausse de la criminalité et de l'insécurité urbaines.¹²

En 2004, soit un an seulement après la fin de la guerre, les anciens commandants du RCD Jules Mutebutsi et Laurent Nkunda ont capturé Bukavu. Précédemment, Mutebutsi s'était confronté à certaines sections de l'armée congolaise, ce qui s'était soldé par des attaques de représailles faisant plusieurs morts parmi les membres de la communauté ethnique dont faisait partie Mutebutsi, les Banyamulenge. Avec l'aide de Nkunda, Mutebutsi a décidé d'occuper Bukavu dans le but, comme l'affirmaient les deux hommes, de protéger les communautés Banyamulenge et Tutsi.

.....
11 Security Sector Accountability and Police Reform (SSAPR), « Acteurs non étatiques: Pratiques de sécurité et de justice: Matadi, Kananga et Bukavu », DAI Europe, 2012

12 Judith Verweijen, « From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Maï-Maï in Fizi, Eastern DR Congo », *African Studies Review* 58/2 (2015): 157-180.

Pendant les deux semaines de leur présence, leurs troupes ont tué un grand nombre de civils et commis de multiples atteintes aux droits humains. Cette occupation a encore aggravé l'insécurité urbaine et nourri une fois de plus la dynamique des gangs violents, d'où un degré inédit de criminalité urbaine qui ne devait jamais baisser au cours des années suivantes. Cette période a également donné naissance aux premiers groupes anti-gang à Bukavu, des groupes de jeunes qui tentaient de contenir la vague d'insécurité puis sont devenus un élément permanent du paysage sécuritaire de la ville.¹³

Clientélisme et relations tumultueuses entre la police et la communauté, dénaturation du contrat social et manifestation de celui-ci dans l'article 15 et l'auto-prise en charge, et violence du conflit et de l'occupation – il s'agit là d'autant de facteurs susceptibles de remonter à un passé très ancien mais impliquant pour les communautés urbaines de nombreuses difficultés tout aussi réelles en 2019 qu'elles l'étaient auparavant. Tous ces facteurs constituent la toile de fond des formes et expériences actuelles de l'insécurité à Bukavu, ainsi que des réponses que ses résidents y apportent.

13 Human Rights Watch, « D. R. Congo: War Crimes in Bukavu », Document d'information. New York: Human Rights Watch, juin 2004.

Encadré 1: L'administration urbaine au congo

Le Congo compte 26 provinces, elles-mêmes réparties en territoires et villes. Une ville se divise en communes, et une commune en quartiers. Les villes et les communes sont des entités décentralisées; elles peuvent percevoir leurs propres taxes et sont autonomes dans la gestion de leur administration et de leurs ressources humaines, économiques et financières. La ville est dirigée par un maire, la commune par un bourgmestre et le quartier par un chef de quartier. Le maire et le bourgmestre sont des positions élues, alors que le chef de quartier est nommé par le bourgmestre. Il n'y a cependant pas eu d'élections municipales au Congo depuis l'indépendance du pays en juin 1960, d'où des crises récurrentes de la légitimité à l'égard de la gouvernance et de l'administration des villes congolaises.

En termes d'organisation et de gouvernance, le quartier se divise ensuite en cellules, en avenues et, parfois, en *nyumba kumi* (dix maisons). Les cellules et les *nyumba kumi* ne sont toutefois pas reconnues officiellement par le droit administratif congolais. Leurs dirigeants – le chef de cellule, le chef d'avenue et le *nyumba kumi* – travaillent directement pour le chef de quartier. A eux tous, ces administrateurs, jusqu'au niveau du chef de quartier, forment les cadres de base. Comme leur nom l'indique, ils constituent un lien important entre l'Etat et sa population. En 2019, ils continuent de jouer un rôle majeur dans la gouvernance de la ville, notamment dans le domaine de la sécurité. Cependant, l'absence d'élections municipales et le fait que les cadres de base ne touchent pas de salaire mais vivent d'honoraires (parfois arbitraires) pour services administratifs rendus ont affaibli leur autorité publique dans les quartiers où ils opèrent.

La ville de Bukavu, qui s'étend sur plus de 45 kilomètres carrés, se compose de trois communes, Ibanda, Kadutu et Bagira, et de

20 quartiers. En 2013, sa population était estimée à 870 000 habitants. Des statistiques fiables sur le profil économique, social et ethnique de ses habitants sont difficiles à obtenir, mais la population affiche indéniablement une grande diversité. En 1978, la ville comptait déjà près de 120 communautés ethniques, dont la plus importante était de loin et reste aujourd'hui la communauté Bashi, suivie des communautés Barega et Bahavu.

Sources: Journal Officiel de la République démocratique du Congo, « Loi organique n° 10/11 du 18 mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces », Kinshasa: Cabinet du Président de la République, 7 juin 2010; Journal Officiel de la République démocratique du Congo, « Loi organique n° 08/016 du 7 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des entités décentralisées et leurs rapports avec l'État et les Provinces », Kinshasa: Cabinet du Président de la République, 10 octobre 2008; République démocratique du Congo/Bureau de la Primature/Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID), « Ville de Bukavu: Fiche d'identité de la ville », non daté, <<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-villes/ville-de-bukavu/?domaine=fiche>>; République du Zaïre / Bureau d'études d'aménagements urbains, « Enquêtes démographiques: Ville de Bukavu », 1978.

3. Le quotidien de l'insécurité urbaine

D'après une organisation locale de défense des droits humains, Bukavu a été le théâtre de 118 assassinats, 368 cambriolages, 24 enlèvements et 14 cas de justice populaire ne serait-ce qu'en 2018. Ces chiffres ont incité un journaliste de Bukavu à qualifier la ville de « *capitale de l'insécurité* ».¹⁴ Comme dans n'importe quelle autre ville, l'insécurité se répartit de manière inégale selon les communes et les quartiers. Néanmoins, cette forte criminalité globale affecte le quotidien de tous les habitants de Bukavu.

Deux quartiers de Bukavu sont particulièrement connus pour l'insécurité qui y règne: Nkafu et Essence. Le quartier d'Essence compte plusieurs avenues à forte densité de population, où vivent environ 30 000 personnes, et est considéré comme le cœur même de l'opposition et de la résistance politiques dans la ville. Nkafu est l'un des quartiers les plus étendus de la ville, couvrant une superficie de plus de cinq kilomètres carrés où vivent environ 85 000 personnes. En raison de leur emplacement géographique, sur les artères centrales de la ville, et de la présence en leur sein de marchés, de ports et de modes de transport, une foule importante se rend dans ces deux quartiers de manière quotidienne. A eux deux, leurs espaces, leur diversité et les formes d'insécurité que l'on y trouve dressent un portrait du vécu quotidien de l'insécurité urbaine que connaissent trop bien la plupart des habitants de la ville d'une manière générale.

Espaces d'insécurité urbaine

Essence et Nkafu attirent un afflux quotidien de gens venus de l'intérieur et de l'extérieur de la ville. Parfois qualifiés de *mugu* (terme swahili qui désigne les personnes distraites, qui n'ont pas de nombreuses relations),

14 SAJECEK-Forces Vives, « *Sud-Kivu 2018: 345 personnes tuées, 881 maisons attaquées par des bandits armés, 232 cas d'enlèvement et 36 cas de justice populaire en une seule année* », SAJECEK Bulletin Nr. 60, Bukavu: SAJECEK, 23 janvier 2019; Esther Nsapu, « RDC: Bukavu est devenue la capitale de l'insécurité ». La Libre Afrique, 13 septembre 2018, <<https://afrique.lalibre.be/24320/rdc-bukavu-est-devenue-la-capitale-de-linsecurite/>>.

les villageois de l'arrière-pays de Bukavu arrivent en grand nombre en quête d'opportunités. Ils sont rejoints par les travailleurs journaliers à la recherche d'un petit boulot, les domestiques venus faire des courses alimentaires, les négociants en or qui vendent leurs produits, les conducteurs d'autobus à l'affût de passagers et les habitants de la ville qui, fatigués, cherchent à se désaltérer. Les innombrables *ngandas* (bars), boîtes de nuit et « maisons de tolérance » (maisons closes) présents dans ces quartiers offrent une multitude de distractions. Dans le tourbillon d'activité de cette ville, où les gens circulent et où l'argent change de mains, les opportunistes mal intentionnés ne sont jamais loin. Les villageois qui ne savent pas trop bien naviguer dans de tels espaces représentent des cibles faciles. Les commissariats sont rares. A vrai dire, Essence n'en a pas un seul. Plusieurs *ngandas* et maisons closes offrent également une cachette aux voleurs et aux gangsters.¹⁵

En dehors des zones animées de ces quartiers, l'insécurité est également importante. Dans les allées sombres et plus difficiles d'accès, des opérateurs louches trouvent un lieu où se cacher. Les zones boisées de Nkafu offrent aux bandits un couvert particulièrement favorable. Ici, les habitants parlent de voitures et de cabanes abandonnées comme posant des risques pour la sécurité, les malfaiteurs pouvant s'en servir pour surprendre d'innocents passants.

L'activité commerciale, le nombre élevé de victimes potentielles, l'existence de lieux permettant de se cacher ou de se divertir, et le manque de présence policière sont autant de facteurs qui ont fait d'Essence et de Nkafu deux des endroits les moins sûrs de Bukavu. Ils sont devenus un terrain propice à l'insécurité et sont par conséquent souvent qualifiés de « criminogènes ».¹⁶ Comme l'explique un jeune habitant: « *Un criminel,*

.....

15 Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Nkafu, 8 mars 2019, et Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019, et Essence, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 10 mars 2019.

16 Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Nkafu, 8 mars 2019, et Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

c'est comme un pêcheur. Il ne va pas aller à la pêche là où il sait qu'il a moins de chances d'attraper un gros poisson. »¹⁷ Essence et Nkafu offrent de nombreux moyens d'attraper du poisson.

Diversité de l'insécurité urbaine

L'insécurité à Essence et Nkafu est d'une diversité surprenante. Un jeune de Nkafu explique ainsi: « *Le quartier de Nkafu est totalement dépourvu de sécurité, mais cette insécurité varie selon l'endroit. Il y a des endroits durement frappés et d'autres qui le sont moins.* »¹⁸ A Nkafu, la quasi-totalité des avenues semble avoir sa propre dynamique d'insécurité. En outre, dans les deux quartiers, chaque forme d'insécurité se présente d'une manière différente. Comme le constate une femme à Essence: « *Ils [les criminels] compartimentent leurs tâches. Chacun a son propre travail.* »¹⁹

Néanmoins, plusieurs formes d'insécurité sont communes tant à Nkafu qu'à Essence – et dans toute la ville. Les marchés et les centres de transport, par exemple, attirent divers petits voyous. On y trouve des pickpockets, appelés *deux doigts* ou *misapistes* (du terme lingala *misapi* qui signifie « doigts ») et des *shamuleurs* (du terme mashi²⁰ *kushamula* signifiant « prendre par la force »), qui dérobent des sacs à main, des téléphones et de l'argent des mains de leurs victimes. Nombre d'entre eux sont des *maibobo* (enfants des rues). A Nkafu, les *maibobo* ont établi une base sur des bateaux à l'abandon près d'un marché illégal sur les rives du lac Kivu. De là, ils se livrent à diverses activités allant du vol à la tire au lancement de projectiles avec une fronde en direction des vendeuses du marché, qui sont alors forcées de quitter leur stand pour s'abriter, ce qui permet aux *maibobo* de leur voler leurs marchandises laissées sans surveillance.

Les opérateurs plus violents préfèrent travailler dans les allées

17 Projet Usalama III, entretien avec un jeune résident, Essence, 13 mars 2019.

18 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019.

19 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 17 mars 2019.

20 Le mashi est une langue bantoue parlée par le peuple Bashi, indigène de ces régions de l'est du Congo.

sombres, ou bien le petit matin et tard le soir. Les *nyembese* (du swahili signifiant « attraper ») ou *catcheurs* attrapent leurs victimes par derrière en les étranglant et leur volent leurs biens. Les *choqueurs*, plus violents, agressent – ou « choquent » – les gens dans la rue. Les *mupangeurs* (du swahili *mupanga* signifiant « machette ») se servent de machettes pour intimider leurs victimes et les dévaliser. La forme la plus ancienne – et peut-être la plus redoutée – d'insécurité est le vol à main armée. Leurs auteurs s'en tirent souvent sans que leur identité soit connue, d'où leur surnom de *personnes non autrement identifiées*. Il est inquiétant de constater que ces vols nocturnes se produisent parfois à proximité de commissariats. Pire encore, certains cambrioleurs portent l'uniforme de l'armée ou de la police, ce qui incite les résidents à soupçonner une complicité entre les services de sécurité étatiques, et ne fait que saper encore davantage la confiance de la population à leur égard.

Ces deux quartiers sont aussi le théâtre d'un grand nombre d'incidents entre voisins, qui risquent de dégénérer si rien n'est fait rapidement. Une cause fréquente de conflit est l'empiètement sur une parcelle de terrain d'un voisin. Si on les laisse s'envenimer, ces conflits peuvent pousser les deux parties à recourir à des moyens violents pour prendre le dessus. Il peut arriver qu'ils accusent leur voisin de sorcellerie, ce qui risque alors de donner lieu à des actes de justice populaire. D'autres paient des voyous voire des membres des services de sécurité pour tabasser leurs voisins. La jalousie entre voisins est une autre cause commune de conflits, qui risquent de dégénérer de la même manière. Un habitant de Nkafu explique ainsi: « *C'est surtout la jalousie. On voit son voisin avec un objet de valeur, par exemple, ou on sait qu'il a de l'argent. On collabore avec des voyous pour le menacer.* »²¹

21 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019. Également: Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 9 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un ancien cadre de base, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un homme membre de la société civile de Kadutu, Ndendere, 26 mars 2019

Les *baswenai* (du swahili signifiant « ceux qui fument du *snith* ») sont des acteurs plus spécifiques à Essence. Il s'agit de toxicomanes qui volent tout ce qui leur passe sous la main afin d'acheter un opioïde appelé *snith*. Des *findeurs* (du verbe anglais *find* signifiant « trouver ») opèrent également à Essence. Ce sont des escrocs qui vendent des diamants, des bijoux ou des téléphones de contrefaçon. La vente de téléphones de contrefaçon est parfois qualifiée d'« *opération Guangzhou* », un grand nombre de ces appareils provenant vraisemblablement de Chine.²²

Des arnaqueurs opèrent également à Nkafu. Des femmes près des marchés font le commerce de monnaie contrefaite, pratique appelée *faux billets*. Elles tendent à faire appel à des enfants pour échanger leurs faux billets les plus gros contre de petites coupures, par exemple en achetant des marchandises à des vendeuses du marché qui ne se doutent de rien. Dans la colline boisée de Karhale qui surplombe le lac Kivu, un phénomène plus propre à Nkafu est celui du *Tia Na Sé* (expression lingala signifiant « poser quelque chose par terre »). Cette pratique fait référence à un groupe de criminels armés, opérant à l'ombre des arbres, qui dévalisent les passants en leur demandant de poser leurs objets de valeur par terre pour qu'aucun mal ne leur soit fait. Une autre forme d'insécurité porte le nom de *kabanga* (du mot mashi *mubanga* qui désigne une corde lourde), qui a fait grand bruit autour de l'année 2007. Cette corde servait à étrangler les victimes jusqu'à ce que mort s'ensuive. Un mythe urbain est apparu autour de cette corde, lui attribuant des pouvoirs magiques. Lorsqu'on retrouvait des victimes du *kabanga*, il leur manquait souvent des organes, d'où une rumeur selon laquelle le trafic d'organes était à l'origine de cette pratique. Même en 2019, des cadavres étranglés sont parfois retrouvés dans les zones boisées de Nkafu ou échouent sur les rives du lac Kivu.²³

22 Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Essence, 10 et 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 9 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019.

23 Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Eric Batumike, « La criminalité à Bukavu (1994–2016) », Bukavu: Institut supérieur pédagogique, 2017.

La grande diversité de formes que peut prendre l'insécurité urbaine est devenue une réalité du quotidien des habitants d'Essence et de Nkafu. Son impact sur leur vie ne saurait être sous-estimé.

Impact quotidien de l'insécurité urbaine

L'insécurité urbaine affecte le quotidien à différents titres. D'abord et surtout, l'insécurité limite la mobilité. Les déplacements en toute liberté cessent de la tombée de la nuit au lever du soleil. Un jeune de Nkafu observe: « *Il est impossible de passer par la place [de l'Indépendance] à 23 heures. C'est vraiment impossible parce que si on ne tombe pas sur des maibobo, il y aura la police qui vous volera tout ce que vous avez.* »²⁴ En même temps, l'insécurité rend certains lieux inaccessibles, d'où une liberté de mouvement encore réduite. Les femmes et les jeunes citent une longue liste d'endroits par lesquels il ne faut pas passer ou qu'il est impossible de fréquenter à partir d'une certaine heure – ou à n'importe quel moment de la journée. Les bars et leurs environs figurent en tête de cette liste, de même que certaines allées et routes. Les événements sociaux tels que les fêtes et mariages (et même les enterrements) doivent être soigneusement planifiés. Les invités doivent réfléchir à la façon dont ils pourront rentrer chez eux le soir, les voleurs aimant s'en prendre aux personnes qui reviennent de ce genre de sorties. Un prêtre explique ainsi: « *Quand il y a un enterrement dans le quartier, les gens ont peur d'y aller le soir ou de veiller sur le défunt jusqu'à tard dans la nuit avec la famille, comme cela est de coutume. Bizarrement, il y a des jeunes qui viennent à l'enterrement et qui suivent ensuite les gens pour leur jouer un tour.* »²⁵

Les activités sociales ne sont pas les seules concernées. Un étudiant déclare ainsi qu'il devient dangereux d'étudier jusque tard le soir:

Pour aller étudier à l'UOB [Université officielle de Bukavu], puisqu'on n'a pas toujours du courant à la maison, si on quitte la salle de lecture à 22 ou 23 heures, on est coincé. On ne se sent pas en sécurité. Il y

24 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019.

25 Projet Usalama, entretien avec un prêtre, Nkafu, 12 mars 2019. Également: Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 13 mars 2019.

a la police qui vous bloque, des bandits ou des voleurs armés sur qui vous pouvez tomber. Alors on se sent coincé.²⁶

En outre, le risque de vol qualifié le soir oblige à cesser son travail tôt. Un jeune homme qui était cameraman pour des mariages a dû arrêter son travail car il avait trop peur de se faire voler son matériel sur le chemin du retour.²⁷ Les vendeuses au marché et les propriétaires de commerces sont eux aussi gravement affectés. Etant obligés de partir tôt de leur travail, ils perdent la clientèle qui a pour habitude de faire ses courses en fin d'après-midi ou en début de soirée. Si ce problème nuit à leurs moyens de subsistance, il signifie également que certains résidents ont du mal à trouver de la nourriture et des fournitures pour la maison à une heure plus tardive.²⁸

L'insécurité provoque également un sentiment d'incertitude, qui a un effet dissuasif sur de futurs investissements – qu'il s'agisse d'investir dans un petit commerce, dans un atelier de fabrication, dans l'agriculture ou dans le développement. Le risque de se faire dévaliser est simplement trop élevé. Un ancien chef d'avenue à Nkafu déclare par exemple: *« L'insécurité ne nous permet pas d'investir dans notre quartier. J'avais un magasin près de la rivière Wesha mais un soir, à 21 heures, des bandits l'ont vidé et ils ont tout pris. »*²⁹

Dans un pays où la plupart des habitants n'ont pas de compte d'épargne ou d'assurance, et où un grand nombre emprunte de l'argent à des prêteurs dans la rue à des taux d'intérêt exorbitants, ces vols qualifiés peuvent être dévastateurs, non seulement pour le propriétaire du commerce mais aussi pour sa famille et ses amis qui devront éventuellement le renflouer

26 Projet Usalama, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

27 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019.

28 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un prêtre, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un résident, Nkafu, 14 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 15 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un prêtre, Nkafu, 16 mars 2019.

29 Projet Usalama III, entretien avec un ancien cadre de base, Nkafu, 13 mars 2019.

s'il était endetté. En outre, à Essence, la réputation du quartier nuit à son développement économique. Les jeunes d'Essence peinent à trouver du travail dans d'autres quartiers de la ville car on les soupçonne d'être des voleurs. Par ailleurs, les investisseurs externes rechignent à investir dans un quartier à si haut risque.³⁰

Pire encore, les auteurs de délits semblent trouver des plans toujours plus éhontés et perfides. Un gang de femmes qui opère à Nkafu, par exemple, aurait cambriolé des maisons quand les parents étaient absents, en disant aux enfants qu'elles étaient de la famille.³¹ Ce type d'incidents – de même que l'insécurité générale et la menace permanente qu'ils engendrent – peut avoir de graves répercussions psychologiques. Outre les victimes directes de ces actes, il peut être traumatisant d'être témoin d'un vol ou d'un braquage, et pratiquement tout le monde à Essence et Nkafu a fait l'objet d'un incident d'insécurité. Une femme reconnaît: « Si vous avez mal au cœur, c'est que vous n'êtes pas en sécurité. »³²

Un membre de la société civile précise: « La majorité de la population de Nkafu a peur de circuler à pied la nuit ou tard le soir, et même pendant la journée, à cause des maibobo de la plage Muhanzi [le principal marché de Nkafu]. »³³ L'une des jeunes activistes de la société civile à Nkafu d'ajouter: « Le soir, on se sent déstabilisé chez soi. Les gens vous réveillent tout le temps, vous appellent pour vous dire: «On me menace à tel endroit. Je suis coincé par la police». Et je ne sais pas comment mettre un terme à ces histoires. »³⁴ Un artiste de Nkafu résume ainsi la situation: « Si déjà psychologiquement vous avez des problèmes, si vous ne vous sentez pas libre, alors vous n'arriverez plus à vaquer à vos occupations parce

30 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un changeur d'argent, Essence, 9 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 25 mars 2019.

31 Projet Usalama III, entretien avec un résident notable, Nkafu, 14 mars 2019.

32 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019.

33 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

34 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

*que vous vous direz qu'il ne faut pas sortir trop tard, sinon vous tomberez sur des gens qui vous feront du mal. »*³⁵

En raison de cette peur et de cette incertitude, l'insécurité pénètre progressivement le tissu social des communautés urbaines, semant un sentiment de méfiance entre voisins. Un jeune d'Essence souligne ainsi les lignes de clivage au sein de la communauté: « *Il y a aussi un manque de confiance parmi la population. Les gens ont peur les uns des autres. Avant, quand on rencontrait un voisin dans la rue, on continuait son chemin ensemble. Aujourd'hui, il peut arriver qu'on marche avec quelqu'un quand, soudain, c'est lui qui essaie de vous mettre en danger. »*³⁶

L'insécurité quotidienne des quartiers d'Essence et de Nkafu peut donc être considérée comme portant constamment atteinte à la vie personnelle et sociale des résidents, puisqu'il faut une force physique et mentale pour supporter la permanence du danger ou de la menace. En outre, l'insécurité occupe à plein temps la population et écourté ses journées; elle entrave la mobilité, est anxiogène et nuit progressivement à la cohésion sociale du quartier.

35 Projet Usalama III, entretien avec un artiste, Nkafu, 12 mars 2019.

36 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019.

Encadré 2. Identités et insécurité urbaine quotidienne à Bukavu

L'insécurité quotidienne est indéniablement perçue et vécue différemment d'un individu à un autre. Les identités sont importantes à cet égard – classe, genre ou ethnicité. Ainsi, les gens plus fortunés peuvent être mieux à même de réagir à l'insécurité de manière autonome, par exemple en engageant un gardien privé, en érigeant de plus hautes clôtures et en se déplaçant en voiture, tandis que les plus pauvres sont davantage exposés et contraints de se mobiliser entre voisins pour pouvoir apporter une réponse efficace. Les plus riches, cependant, ne sont pas représentatifs de la population de Bukavu, qui vit majoritairement dans une précarité économique.

Les femmes sont davantage visées par certains opérateurs criminels que les hommes car elles sont perçues comme des cibles plus faibles. Par ailleurs, les normes de genre sociétales prédominantes ont un impact sur l'exposition à l'insécurité. Les femmes, par exemple, s'exposent à un risque d'agression lorsqu'elles vont chercher de l'eau au petit matin, alors qu'il fait encore nuit et que les routes sont vides. Cela dit, elles ne sont certainement pas uniquement des victimes; elles aussi contribuent à l'insécurité ou en sont complices – voleuses, fraudeuses, ou travailleuses du sexe qui protègent leurs clients criminels. D'une manière générale, cependant, les femmes et les hommes semblent grosso modo percevoir l'insécurité quotidienne de la même manière, même s'ils la subissent sous des formes différentes.

Lors des conversations avec les habitants de Bukavu sur l'insécurité quotidienne, l'ethnicité a rarement été citée comme étant un facteur, même si elle a indéniablement de l'importance dans la politique urbaine de Bukavu. La question de l'ethnicité ressort aussi sous la forme de tensions entre les nombreuses

populations déplacées qui se sont récemment installées à Bukavu et celles qui y sont nées et identifient davantage Bukavu comme leur ville d'origine. Globalement, cependant, il faut s'abstenir de donner une représentation faussée de l'importance de l'ethnicité dans la vie urbaine quotidienne à Bukavu, ville caractérisée par une très grande diversité.

En bref, l'insécurité quotidienne affecte tout le monde dans une certaine mesure. Comme l'a résumé une jeune résidente de la ville, chercheuse du projet Usalama: « *Chacun danse à son rythme.* »*

* Irène Bahati, atelier d'analyse, Projet Usalama III, Bukavu, 29 mars 2019.

4. L'économie de l'insécurité urbaine

Abandonnés par l'Etat et déçus par une économie défailante, de nombreux habitants, services de sécurité et cadres de base de Bukavu se sont inspirés de la logique de l'article 15 et de l'auto-prise en charge. Certains se sont rendu compte que l'insécurité pouvait présenter des opportunités. Comme le souligne une femme de Nkafu: « *S'il y a de l'insécurité, c'est parce que les gens n'ont pas de travail et qu'ils mettent en place des mécanismes de survie, dont le vol.* »³⁷ Là où le contrat social a été modifié, participer à l'insécurité peut être un mécanisme de survie comme un autre – voire une possibilité de prospérer.

La police

A l'instar des autres services publics congolais, la police opère dans des conditions difficiles. Les salaires sont maigres et souvent payés de manière irrégulière, voire pas du tout. Les policiers manquent de matériel de base – locaux, mobilier, moyens de communication et de transport. Ils ont donc du mal à se concentrer sur leur tâche. Qui plus est, de nombreux officiers de police font l'objet de pressions constantes non seulement pour subvenir aux besoins de leur famille mais aussi de leurs supérieurs, pratique communément appelée « rapportage ». Un inspecteur de police explique ainsi: « *Le commissaire s'attend à recevoir un rapport. Ce rapport s'avère être de l'argent. Où [les policiers] trouvent-ils cet argent? En harcelant.* » Pour un officier de police, ajoute-t-il, « *travailler, c'est harceler* ».³⁸

La génération de revenus représente une part majeure du travail des policiers au Congo, même s'il n'est pas toujours question de harcèlement coercitif. En effet, certains agents s'appuient sur leur réseau social familial, d'amis et de collègues pour s'en sortir; d'autres font payer

37 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Nkafu, 8 mars 2019.

38 Entretien avec un inspecteur de police, Ndendere, 29 novembre 2016. Egalement: Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Essence, 29 mars 2019.

leurs services, par exemple en demandant des frais de transport ou de communication ou des honoraires pour qu'un dossier soit ouvert. Ces pratiques permettent à la police de survivre tout en faisant son travail. Il arrive toutefois que cela ne suffise pas pour répondre aux exigences du rapportage. Le harcèlement des civils est souvent le seul moyen d'y parvenir et certains policiers se transforment alors en acteurs de l'insécurité, notamment les unités spéciales telles que les unités d'intervention rapide ou celles qui s'occupent de la circulation.³⁹

Un peu comme les bandits, la police régulière commet majoritairement des activités de harcèlement la nuit. Une femme membre de la société civile à Nkafu lance l'avertissement suivant: « *Les officiers de police trouvent des gens la nuit et leur demandent de l'argent ou des choses similaires.* »⁴⁰ Outre ce harcèlement direct, la police et d'autres services de sécurité étatiques se livrent à un large éventail de pratiques communément appelées « coop » (« coopération »); il s'agit là d'accords « gagnant-gagnant » passés avec des voleurs et des voyous. Soulignons en particulier deux pratiques de coop plus communes: l'une consiste à demander des paiements de protection pour les activités illégales. A Nkafu, par exemple, la police taxe au quotidien les femmes qui travaillent sur le marché pour leur permettre de continuer à vendre leur marchandise dans la rue sans licence ni autorisation. A Essence, la police taxerait les repaires des toxicomanes et les maisons closes pour qu'ils puissent continuer d'opérer.

Un jeune d'Essence déplore: « *Il y a la PM [police militaire, qui fait partie de l'armée] et des officiers de police qui vont taxer les propriétaires de ces ghettos [repaires de toxicomanes]. Donc c'est une question de complicité avec ce vol, et l'Etat y contribue aussi.* »⁴¹ Les voleurs et les propriétaires de nganda, quant à eux, offrent des bières aux policiers pour renforcer leur réseau social – c'est ce qu'on appelle souvent le « parapluie », qui les protège

39 Michel Thill, « Police at Work in Bukavu: Negotiating revenue-generation in urban pirate markets », dans *Negotiating public services in the Congo*, éd. Tom De Herdt et Kristof Titeca. Londres: Zed Books, à paraître.

40 Projet Usalama, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

41 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019.

dans les moments difficiles (les jours de pluie). Un résident de Nkafu précise: « *Si vous êtes ami avec un policier et que vous faites quelque chose de mal, ce policier vous protégera.* »⁴²

Une seconde pratique de « coop » consiste à collaborer directement avec les voleurs et à partager les profits. A la plage Muhanzi, plus gros marché de Nkafu, sur les rives du lac Kivu, des *maibobo* collaborent à la fois avec la police et la marine en poste ici. Ils vendent des marchandises et remettent une part à la police et aux militaires, ou provoquent des bagarres pour que la police puisse arrêter les individus impliqués et les libère contre paiement. Ces pratiques sont bien établies, à tel point que la police et la marine ont chacune leur propre terrain d'opération sur lequel il ne s'agit pas d'empiéter. Un officier de police remarque: « *Aucune opération de la police ne peut être envisagée dans les zones contrôlées par la marine sans leur résistance. Ils protègent ces bandits.* »⁴³ Il précise que les *ngandas* qui opèrent sur le terrain des officiers de la marine sont souvent tenus par leurs épouses et donc protégés de toute intervention indésirable.⁴⁴

Colportage de l'autorité

Les policiers ne sont plus les seuls représentants de l'Etat à user de leur autorité pour se nourrir eux-mêmes ainsi que leur famille et leurs

.....

42 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un changeur d'argent, Essence, 9 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 17 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec une travailleuse du sexe, Essence, 25 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un trafiquant de drogue, Essence, 20 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Essence, 29 mars 2019.

43 Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 30 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 26 mars 2019; Thill, « Police at Work ».

44 Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 30 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 26 mars 2019.

supérieurs. Toutes les institutions étatiques ont pris à cœur l'article 15 de Mobutu. Un policier de Nkafu explique ainsi: « *Depuis les années 1990, votre arme, c'est votre salaire dans l'armée, comme dans la police. Ce phénomène fait aussi que les juges se servent de leur travail pour libérer les bandits moyennant un paiement, tout comme les militaires qui harcèlent les gens avec leur arme.* »⁴⁵

Un jeune d'Essence est du même avis:

Ce voleur sait déjà que s'il se fait prendre, c'est tel ou tel avocat qui pourra l'aider. C'est comme cela qu'ils savent qu'ils peuvent continuer leurs combines. Ils savent qu'ils ont une base arrière. ... Nous ne savons pas quel type de complicité existe entre la police, l'armée et les bandits. C'est nous, la population, qui sommes victimes de cette complicité.⁴⁶

La libération de voleurs en l'absence de tout procès en bonne et due forme constitue une cause majeure d'insécurité. Elle encourage l'impunité, mais dissuade aussi les résidents de dénoncer les voleurs de peur que les criminels ne cherchent à se venger à leur retour – voire la police qui les a arrêtés.⁴⁷

Même chose pour les cadres de base, qui étaient des acteurs clés de la sécurisation de leurs quartiers, enregistrant les entrées et les sorties de chaque personne du quartier, traitant les litiges locaux, servant de médiateurs lors des différends familiaux, mobilisant des fonds et organisant des rondes nocturnes avec les services de sécurité de l'Etat. En 2019, dans le contexte du développement rapide de la ville, les cadres de base peinent à surmonter des défis toujours plus nombreux. Un peu comme les systèmes propres à la police et à la justice, certains exploitent désormais leur position pour extraire de l'argent à leurs résidents, par exemple en

.....

45 Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 30 mars 2019.

46 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019.

47 Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 30 mars 2019.

réclamant des frais arbitraires lors de la construction d'habitations.⁴⁸

Plusieurs cadres de base font face à une crise de la légitimité: tous sont nommés et non élus; certains sont connus pour être des individus qui recherchent exclusivement des rentes, d'autres pour ne pas faire grand-chose; d'autres encore sont totalement inconnus de ceux qu'ils sont censés servir. S'il existe des exceptions, globalement, la plupart ne sont pas des acteurs de la sécurité efficaces. Comme l'explique un cadre de base: « *On ne peut pas s'intéresser à la sécurité du quartier si on n'a rien pour nourrir ses enfants.* »⁴⁹ Un habitant de Nkafu reprend ce dilemme perçu entre sécurité et survie: « *Les policiers et les chefs de quartier n'interviennent que quand ils apprennent que quelqu'un veut construire une maison ou pour un conflit foncier, parce qu'ils savent qu'ils y trouveront leur compte en termes d'argent. Quant à la question de la sécurité, ils font semblant.* »⁵⁰

Nkafu est le théâtre d'une lutte intestine entre des cadres de base anciens et actuels. Les habitants expliquent ainsi qu'un ancien chef de quartier s'oppose à l'actuel, d'où un différend concernant leurs chefs d'avenue, dont certains continuent de récolter des taxes pour l'ancien chef de quartier. Cette dispute au sujet des taxes leur fait oublier de s'intéresser à la sécurité. En même temps, les habitants les soupçonnent, ainsi que les autres autorités urbaines, de collaborer avec les *ngandas* les plus notoires du quartier car ils ne sont jamais fermés, alors qu'il s'agit de véritables refuges pour les voleurs et les voyous.

A Essence, les cadres de base des districts de Cahi et de Panzi sont

48 Kasper Hoffmann, Mariève Pouliot et Godefroid Muzalia, « Constructed Anarchy: Governance, Conflict, and Precarious Property Rights in Bukavu, Democratic Republic of the Congo », Congo Research Briefs 1, Gand: Governance in Conflict Network, université de Gand, 2019. Consulté le 20 mai 2019, <https://www.gicnetwork.be/constructed-anarchy-governance-conflict-and-precarious-property-rights-in-bukavu-democratic-republic-of-the-congo/>.

49 Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 25 mars 2019. Également: Michel Thill, Josaphat Musamba et Robert Njangala, « Kukufa mu gratuité (to die for nothing): Making a living in Bukavu's police », *Polisi Siku Kw Siku* (Everyday police) blog 1, 12 décembre 2017. Consulté le 20 mai 2019, <https://www.kpsrl.org/blog/kukufa-mu-gratuite-to-die-for-nothing-making-a-living-in-bukavus-police>.

50 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Nkafu, 8 mars 2019.

également accusés de ne guère investir dans la sécurité. Un membre d'une organisation de la société civile précise qu'ils ont eux-mêmes trop peur.⁵¹ « Certes », répond un cadre de base. « *La police harcèle la population d'Essence. C'est une source d'insécurité. J'ai déjà été menacé par la police une nuit. Il était 22 heures, c'était près de Chez Nestor. Ils voulaient voler mes affaires mais quand on leur a dit que j'étais cadre de base, ils m'ont laissé partir.* »⁵²

Si les personnes qui occupent un poste à responsabilité se servent de leur statut pour dégager des revenus d'une manière ou d'une autre, d'autres bénéficient simplement du butin de l'économie de l'insécurité de Bukavu chaque fois qu'ils le peuvent.

Le butin de l'insécurité

Dans de nombreux endroits de Bukavu, non seulement l'insécurité fait partie du quotidien, mais elle est aussi devenue familière au sens littéral du terme. Les habitants d'Essence connaissent ainsi certains des voleurs de leur quartier, et les voleurs les connaissent. Lors d'une discussion en focus group avec des femmes à Essence, les participantes désignent du doigt plusieurs pickpockets et escrocs dans la rue. L'une d'elles affirme: « *Dites-nous où vous avez été dévalisé et nous vous dirons qui l'a fait.* »⁵³ Un jeune explique avoir grandi avec certains de ces voleurs et bien les connaître. Certains habitants déclarent ainsi que le fait d'être nés et d'avoir grandi à Essence leur donne un sentiment de sécurité. Les

51 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Panzi, 27 mars 2019.

52 Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence 25 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 27 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Essence, 29 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un vendeur de carburant, Essence, 31 mars 2019.

53 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019.

voleurs qui les connaissent ne les dévaliseraient pas, disent-ils. Cela ne signifie toutefois pas qu'ils sont hors d'atteinte des nombreux criminels qu'ils ne connaissent pas.⁵⁴

Au fil du temps, cette familiarité avec l'insécurité et cette proximité peuvent estomper les frontières normatives et entraîner une certaine banalisation de la criminalité. Par exemple, certains des jeunes et des femmes d'Essence sont d'avis que les escrocs ne sont pas de véritables voleurs mais plutôt des magouilleurs. Une femme explique ainsi: « *Le findeur n'est pas un voleur. Je viens vous vendre quelque chose. Nous tombons d'accord, mais je ne vous donne pas du vrai. Je vous donne du faux. Vous partez avec le faux mais je ne vous ai rien volé. C'est votre problème [si vous avez acheté du faux].* »⁵⁵

En outre, dans un contexte marqué par un dénuement économique généralisé, la demande d'articles bon marché est élevée. Les acheteurs de marchandises volées ou les fournisseurs complices des voleurs deviennent ainsi un élément important de l'économie qui entoure l'insécurité. Comme le précisent certains jeunes d'Essence: « *Ici, à Essence, il y a une grande complexité dans le vol. Les habitants sont négligents. Il y a des gens qui achètent des marchandises aux voleurs. ... C'est la complicité du vol à Essence.* »⁵⁶ Un trafiquant de stupéfiants le confirme: « *Si je vois quelqu'un vendre un article et que j'ignore d'où vient cet article, je l'achète à bas prix pour le revendre et me faire moi-même de l'argent dessus.* »⁵⁷ Par ailleurs, d'autres reconnaissent que cette supposée complicité ne fait que refléter les mauvaises conditions socioéconomiques dans lesquelles vit la population. Une vendeuse du marché explique ainsi: « *Nous sommes tous des humains. Est-ce que je peux*

54 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019.

55 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019.

56 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019. Également: Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019.

57 Projet Usalama III, entretien avec un trafiquant de drogue, Essence, 20 mars 2019.

*refuser [une telle offre d'articles bon marché]? »⁵⁸ Un conducteur de taxi-moto résume la situation: « *Tout le monde veut être riche. Nous copions la vie des autres.* »⁵⁹*

Si certains habitants aident des voleurs en achetant leurs marchandises, d'autres vont plus loin. Dans certains cas, des individus protègent les criminels afin qu'ils ne soient pas arrêtés par la police car, soit ils sont en collusion avec elle, soit ils la détestent encore plus que les criminels. Un changeur d'argent explique ainsi: « *Tout le monde sait où ces criminels passent leur temps. Et dans la plupart des cas, la police les poursuit dans certaines maisons, mais cette même population se met à attaquer la police.* »⁶⁰ Un pickpocket reconnaît que certaines personnes les protègent parce que, comme avec la police, ils pourront bénéficier de leurs exploits illicites.

Si les voleurs se sont procurés de l'argent, ils se rendent dans un *nganda* pour prendre une bière avec leurs amis, lesquels tiennent à protéger la source de leur approvisionnement gratuit en bière. En outre, les bandits sont d'importants clients des maisons closes et des repaires de toxicomanes; et ce sont eux qui fournissent les kiosques et boutiques qui vendent des téléphones, des bijoux ou d'autres objets de valeur qui ont été volés.⁶¹

Face aux forces structurelles de l'effondrement de l'Etat et de l'économie, de nombreux habitants de Bukavu – aussi bien des policiers, des juges et des cadres de base que des voleurs, des voyous et des civils ordinaires – se sont adaptés à l'évolution du contrat social. S'inspirant de l'article 15 et du concept d'auto-prise en charge par lesquels cette évolution se manifeste, ils ont aussi découvert une multitude de moyens de gagner leur vie à partir d'opportunités limitées. Cette combinaison

58 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019.

59 Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 16 mars 2019.

60 Projet Usalama III, entretien avec un changeur d'argent, Essence, 9 mars 2019.

61 Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 25 mars 2019.

de structure et d'action a entraîné la création d'une économie complexe et florissante autour de l'insécurité, marquée par un degré de complicité collective. Malgré les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés les habitants de Bukavu pour joindre les deux bouts, la majorité d'entre eux se tiennent à l'écart de l'économie de l'insécurité – voire tentent de s'y opposer.

5. Réponses à l'insécurité urbaine

La situation d'insécurité au quotidien a conduit à l'instauration d'un éventail de réponses aussi large qu'il existe de formes de criminalité. Malgré leurs répercussions négatives, l'article 15 et l'auto-prise en charge inspirent également des actions positives. Les habitants de Bukavu ont fait preuve d'une créativité et d'un courage remarquables pour répondre aux nombreux défis posés par l'insécurité. Notons par exemple diverses mesures prises à titre individuel pour éviter l'insécurité quotidienne, consistant notamment à éviter les déplacements à pied la nuit, à cacher ses objets de valeur dans des sous-vêtements spéciaux, à engager des *maibobo* en guise de gardes du corps et à dénoncer les voleurs, au risque qu'ils reviennent se venger.⁶² Ce paragraphe porte sur les réponses de la communauté et de l'Etat face à l'insécurité.

Réponses communautaires

On relève à Nkafu et Essence un nombre considérable de réponses communautaires à l'insécurité. Certaines d'entre elles sont initiées et financées par les chefs de quartiers, les organisations de la société civile et les cadres de base. D'autres sont des explosions de colère et de frustration spontanées mais collectives.

La justice populaire est une réponse d'ordre collectif. Après l'allocation publique de l'ancien gouverneur Mwando Nsimba à la fin des années 1980, les incidents de justice populaire se sont rapidement

.....

62 Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Essence, 10 et 12 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un secrétaire d'église, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec une travailleuse du sexe, Essence, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un jeune résident, Essence, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 15 mars; Projet Usalama III, entretien avec un prêtre, Nkafu, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un résident notable, Nkafu, 18 mars 2019.

multipliés dans toute la ville. Cela a plus particulièrement été le cas à Essence, où la présence de négociants en or a attiré de nombreux voleurs. Après avoir été capturés par des habitants, ces voleurs ont fait l'objet d'un procès sommaire et d'une punition violente. Encouragés par un discours d'auto-prise en charge, ces cas de justice populaire doivent être vus comme des actes consistant à reconquérir une fonction socio-politique.⁶³

Un bon exemple du rôle important, bien que tragique, de la justice populaire dans l'histoire de l'insécurité à Bukavu est un incident dont les habitants parlent encore en 2019. Cet incident a impliqué un officier de l'armée surnommé Chuck Norris, qui était connu dans les années 1990 pour avoir violemment harcelé la population d'Essence. Un jour, il a accidentellement tué par balle un garçon innocent lors d'une altercation avec l'un de ses subordonnés. C'était la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Une foule n'a pas tardé à se rassembler pour faire la chasse à l'officier. Alors qu'il s'enfuyait, il a tiré des coups de feu en l'air pour éloigner ses poursuivants. Ceux-ci ont simplement compté à haute voix le nombre de balles tirées et, lorsqu'il s'est retrouvé à cours de munitions, ils l'ont battu à mort.⁶⁴

Cet incident a marqué un tournant dans les relations avec les services de sécurité étatiques d'Essence et, d'une manière plus générale, dans

63 Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un trafiquant de drogue, Essence, 11 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 15 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 25 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un vendeur de carburant, Essence, 31 mars 2019; et Judith Verweijen, « The Disconcerting Popularity of Popular In/justice in the Fizi/Uvira Region, Eastern Democratic Republic of the Congo », *International Journal of Minority and Group Rights* 22 (2015): 335-359.

64 Entretien avec un employé de la commune d'Ibanda, Ndendere, 28 octobre 2016; Projet Usalama III, entretien avec un changeur d'argent, Essence, 9 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 17 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, 20 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Essence, 29 mars 2019.

son histoire de l'insécurité. Depuis, Essence est connu pour sa mentalité de siège: une forte méfiance à l'égard de la police et de l'armée et une volonté de se défendre. Un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre explique:

Cela fait longtemps qu'il est difficile d'arrêter des gens à Essence, depuis la mort de Chuck Norris. Du fait de la notoriété de ce chef de l'armée, personne n'aurait imaginé qu'il puisse finir lapidé à mort. Cet incident a fait d'Essence une zone rouge. Depuis, il est difficile de venir arrêter quelqu'un à Essence.⁶⁵

Des réponses moins violentes à l'insécurité consistent en des initiatives de voisinage menées par la société civile, les chefs communautaires et les cadres de base. Citons notamment la destruction des cabanes et kiosques abandonnés, un plaidoyer en faveur du développement de l'éclairage public, l'abattage d'arbres pour réduire les zones sombres et l'affichage sur les murs de la photo et du nom de bandits connus.⁶⁶ Une stratégie plus offensive consiste à instaurer des systèmes d'alarme locaux – une mesure qui existe au moins depuis les années 1960. Les initiateurs distribuent des sifflets et des vuvuzelas (trompettes en plastique) lors des réunions communautaires, ou les gens sont encouragés à se servir de leurs casseroles et marmites pour alerter leurs voisins en cas de vols à main armée. Les cadres de base appellent la police aussitôt l'alarme déclenchée, même s'il faut admettre qu'elle intervient souvent bien trop tard. Un secrétaire d'une église déclare:

Oui, les habitants de Nkafu se prennent en charge. La plupart du temps, c'est après l'incident que l'on voit arriver les autorités qui se contentent de regarder et repartent. Pour la prévention, c'est la population elle-même. Si les voleurs rentrent ici, par exemple, ceux

65 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 17 mars 2019.

66 Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu et Essence, 8 et 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019.

qui sont à côté sonnent l'alarme, ils crient mais vous ne verrez pas la police.⁶⁷

En cas de forte insécurité, ces systèmes d'alarme s'accompagnent souvent de rondes nocturnes assurées par les jeunes. Chaque ménage verse une petite contribution pour que les jeunes patrouilleurs puissent s'acheter du café, du thé et du pain. Il arrive que ces jeunes soient armés de bâtons et de pierres, mais les voleurs ont souvent un fusil, ce qui rend ces patrouilles risquées. Employant un langage rappelant l'esprit de l'auto-prise en charge, deux jeunes membres de ces rondes reconnaissent ce danger malgré leur courage manifeste. L'un d'eux affirme: « *Malgré ces balles, nous, chefs du quartier, nous nous réveillons et faisons du bruit car nous avons décidé de nous sacrifier pour notre quartier.* » Et l'autre d'ajouter: « *Mais nous sommes limités car il y a une personne qui tire avec un fusil à cent mètres de là, tandis que nous avons des petites pierres qui peuvent à peine atteindre les cinq mètres; nous sommes très différents.* »⁶⁸

A Essence et Nkafu, les cadres de base dissuadent les jeunes de faire des rondes en raison des risques qu'elles impliquent.⁶⁹ Par conséquent, certains sollicitent des patrouilles mixtes avec l'aide de la police. Un cadre de base à Nkafu déclare cependant que pour que la police y participe, il faut aussi qu'elle soit motivée et que, même si elle l'est, cela peut s'avérer difficile: « *Parfois ils sont compliqués et refusent de nous aider, mais par moments ils acceptent de patrouiller avec nous. Mais ils nous demandent des cigarettes, de l'alcool et d'autres choses. Quand ils nous le demandent comme*

67 Projet Usalama III, entretien avec un secrétaire d'église Nkafu, 12 mars 2019. Également: Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile, Essence, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un prêtre, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec des membres de la société civile, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 20 mars 2019.

68 Participants au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019.

69 Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un ancien cadre de base, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un prêtre, Nkafu, 16 mars 2019.

ça, nous sommes obligés de trouver quelque chose pour répondre à leurs besoins. »⁷⁰ Ces rondes, qu'elles soient mixtes ou pas, sont très souvent des mesures réactives et limitées dans le temps: elles sont tributaires de la solidarité communautaire et de la détermination des jeunes – une base fragile dans un contexte où la population cherche d'abord à joindre les deux bouts.

Dans certains endroits, ces initiatives peuvent toutefois être assez concluantes. Fin 2018, après l'assassinat d'un changeur d'argent connu dans l'un des lieux les plus riches de Nkafu, Bugabo I, des chefs locaux et des personnalités respectées se sont rapprochés pour créer un Comité de développement (CdD), qui se trouvait sur chaque avenue. Ce comité tient une caisse à laquelle les résidents plus fortunés contribuent pour financer les rondes mixtes avec la police et aider les cadres de base à effectuer un suivi des incidents sécuritaires. Depuis, cette avenue semble être relativement calme.⁷¹

Un activiste de la société civile explique le succès remporté à Bugabo I par le fait qu'il s'agit d'une zone où habitent des personnes nées à Bukavu ou vivant dans la ville depuis plusieurs décennies et dont les enfants vont à l'école et à l'université dans la ville – elles sont donc parties prenantes dans la sécurité et le bien-être global de Bukavu. D'après lui, il en va tout autrement dans de nombreuses autres zones de Nkafu: « *On n'a pas le temps de réfléchir à la sécurité quand on a le ventre vide.* »⁷²

Bugabo I est un bon exemple de la manière dont le degré de sécurité et d'insécurité à Bukavu est devenu une fonction de son contexte

70 Participant au Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 9 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec des femmes, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Nkafu, 8 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un résident notable, Nkafu, 14 mars 2019.

71 Projet Usalama III, entretien avec un résident de Bugabo I, Nkafu, 14 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre du comité de Bugabo I, Nkafu, 14 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nkafu, 16 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre de comité, Nkafu, 18 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec des membres de la société civile, Ndendere, 26 mars 2019.

72 Projet Usalama III, entretien avec un membre de la société civile de Kadutu, Ndendere, 26 mars 2019.

socioéconomique. Ce contexte change d'une avenue à une autre. Si les habitants plus fortunés sont susceptibles de se réunir pour mobiliser des rondes nocturnes et payer la police pour qu'elle surveille leur quartier, les voisins plus modestes ont moins de moyens pour répondre à l'insécurité de manière durable et efficace.⁷³ En outre, la solidarité et l'intégration sociale sont des considérations importantes. Nkafu est un vaste quartier, qui n'a commencé à se développer qu'après le début des Guerres du Congo. Sa population se compose donc en grande partie d'immigrants ruraux, ce qui met à rude épreuve l'intégration et la solidarité des communautés du quartier. Les solutions plus durables à l'insécurité ne dépendent cependant pas toujours de la richesse d'un quartier.

La montée des groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre

Pendant la seconde moitié des années 2000 est apparue à Essence une réponse communautaire alternative à l'insécurité généralisée. Face à une criminalité effrénée, les jeunes se sont impliqués plus directement dans le maintien de l'ordre quotidien en formant leurs propres groupes. Deux sont devenus des associations établies et d'importants acteurs du paysage sécuritaire à Bukavu: Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique, électorale et la promotion des droits de l'Homme au Sud-Kivu-Forces Vives (SAJECEK-Forces Vives) et Bukavu-Forces Vives, également active à Nkafu.⁷⁴

La principale mission de ces deux groupes consiste à arrêter les criminels, et parfois à les punir. Au début, ils procédaient de manière assez violente, infligeant en public des coups de fouet aux supposés voleurs sur la place Major Vangu. Leur capacité à retrouver des voleurs et à rendre une justice rapide les a rendus assez populaires: on a commencé à les considérer comme plus fiables et plus légitimes que la police. Ces

73 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 14 mars 2019.

74 Pour un récit plus détaillé, voir: Judith Verweijen, Michel Thill et Maarten Hendriks, « *Ambiguous Order: Youth Groups and Urban Policing in the Eastern Congo* », Projet Usalama III, document d'information, Nairobi: Rift Valley Institute, 2019.

dernières années, leurs méthodes violentes se sont atténuées. Du fait de leur connaissance intime des quartiers dans lesquels ils opèrent, ils servent aussi parfois de prolongement informel de l'appareil sécuritaire étatique, aidant la police et les procureurs à identifier et attraper les criminels. Comme l'indique un voleur d'Essence, « *les jeunes des Forces Vives nous connaissent bien. Ils savent où nous habitons. Vous pouvez être fiché au commissariat. Les policiers peuvent venir vous chercher mais ils ne vous trouveront pas car ils ne savent pas où vous êtes. Mais les jeunes des Forces Vives connaissent nos portes. Impossible de leur échapper* ».75

En outre, pour dégager des revenus, les Forces Vives localisent et récupèrent les marchandises volées moyennant des honoraires. Ils ne remettent toutefois pas toujours les voleurs à la police, ce qui fait qu'ils deviennent partiellement complices de l'économie de l'insécurité. Comme l'explique un conducteur de taxi-moto, « *les gens volent devant le bureau de la SAJECEK mais ils ne réagissent pas. Ils attendent juste que la victime vienne se plaindre parce que c'est à ce moment-là qu'ils tireront aussi un profit* ».76 Cependant, pour les membres de la SAJECEK, s'inspirant du discours de l'auto-prise en charge, les alternatives sont peu nombreuses: « *Nous savons que ce que nous faisons est illégal. Mais face à l'insécurité que nous subissons, et l'Etat étant incapable d'y mettre un terme, nous devons nous prendre en charge.* »77

75 Projet Usalama III, entretien avec un pickpocket, Essence, 10 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des femmes et des jeunes, Essence, 10 et 12 mars 2019; Projet Usalama, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 8 mars 2019.

76 Projet Usalama III, entretien avec un conducteur de taxi-moto, Essence, 15 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, focus group avec des jeunes, Essence, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 10 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un trafiquant de drogue, Essence, 11 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Nkafu, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un officier de police, Nkafu, 30 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un vendeur de carburant, Essence, 31 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 2 avril 2019.

77 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 14 mars 2019.

Si les Forces Vives sont peut-être le plus connu des groupes de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, il en existe beaucoup d'autres, certes souvent plus éphémères. A Essence, des groupes cherchent à remplacer les Forces Vives et à rétablir la flagellation publique, faisant valoir que le regain d'insécurité est dû à l'abandon de ce genre de pratiques. Sur le marché illégal de Bondeko, à Nkafu, des bénévoles vêtus d'un gilet fluorescent patrouillent au milieu des stands afin de protéger les femmes qui y travaillent. L'un d'entre eux présente ainsi son groupe: « *Nous sommes la police sans formation car nous nous efforçons de maintenir l'ordre à travers Bondeko.* »⁷⁸ En échange de la protection qu'ils offrent contre les *maibobo* et les voleurs, ces bénévoles font payer aux femmes du marché une taxe quotidienne, d'où l'apparition d'une zone grise entre sécurité publique et privée. En même temps, ils participent à l'économie de l'insécurité, en récupérant des marchandises volées pour se faire plus d'argent.

Les groupes de jeunes existent à l'intersection des concepts de criminalité et de justice, de sécurité publique et privée, et d'insécurité et de sécurité. Ils constituent donc une entité extrêmement ambiguë.⁷⁹ Les réponses de l'Etat à l'insécurité sont, bien évidemment, tout aussi confuses.

Réponses étatiques à l'insécurité urbaine

Officiellement, la lutte contre l'insécurité reste du ressort de l'Etat congolais, et plus spécifiquement de la police. Il arrive parfois, en cas de crise d'insécurité particulièrement grave, que le gouvernement de Bukavu en assume la responsabilité et annonce des campagnes de sécurité exhaustives. C'est ce qui s'est produit en février 2018, lorsque le conseil de

78 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de bénévoles, Nkafu, 25 mars 2019. Egalement: Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Essence, 27 mars 2019.

79 Maarten Hendriks, « The politics of everyday policing in Goma: the case of the *Anti-gang* », *Journal of Eastern African Studies* 12/2 (2018): 274-289; Helene Maria Kyed, « Street Authorities: Community Policing in Mozambique and Swaziland », *Political and Legal Anthropology Review* 41/1 (2018): 19-34.

sécurité provincial des différentes autorités étatiques a annoncé, avec les cadres de base, le lancement de la campagne Tujikingé (« Défendons-nous »). Comme son nom l'indique, cette campagne a activement employé un discours axé sur l'auto-prise en charge.⁸⁰

Dès le début, cette campagne a demandé à tous les membres de la société civile de se mobiliser contre l'insécurité. En premier lieu, elle a impliqué tous les principaux acteurs de la sécurité étatique. Lors des premiers mois de son opération, la police, l'armée, les renseignements et les services de l'immigration ont fait des descentes et des patrouilles et établi des postes de contrôle. Pour inciter les civils à coopérer, les personnes qui dénonçaient des caches d'armes et des planques des criminels recevaient une indemnisation financière. Afin de veiller à la fiabilité des renseignements recueillis, la campagne a sollicité le soutien de conducteurs de taxi-moto et de certains éléments des Forces Vives pour surveiller le terrain et ainsi servir d'« éclaireurs non-apparents » (autrement dit, invisibles). Plusieurs autorités urbaines, dont des cadres de base, ont fait part de leur soutien à l'égard de la campagne mais se sont vite rendu compte qu'il leur fallait trouver leurs propres fonds pour pouvoir y contribuer. Elles ont donc lancé leurs propres opérations; un chef de quartier a convoqué les résidents locaux à des réunions d'information, leur a remis des sifflets et a même coopéré avec ses homologues rwandais pour empêcher les bandits de s'enfuir de l'autre côté de la frontière.⁸¹

Quelques succès initiaux ont été enregistrés. Les criminels ainsi arrêtés ont été montrés à la presse et au public, et les armes et les marchandises volées ont été récupérées. Très rapidement, toutefois, un mécontentement

80 Pour un récit plus détaillé, voir: Michel Thill, Gentil Kulimushi et Godefroid Muzalia. « La campagne Tujikingé et la gouvernance de la sécurité à Bukavu », Rift Valley Institute, 23 juillet 2019, <<http://riftvalley.net/news/une-gouvernance-securitaire-opaque-le-cas-de-la-campagne-tujikingé-a-bukavu/>>.

81 Projet Usalama III, entretien avec des conducteurs de taxi-motos, Ndendere, 11 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Nkafu, 12 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Nyalukemba, 13 mars 2019; Projet Usalama III, entretien avec un journaliste et un conducteur de taxi-moto, Ndendere, 25 mars 2019.

a commencé à se faire entendre. Au début de la campagne, les cas de justice populaire ont semblé se multiplier; des résidents, par excès de zèle, se souvenant peut-être des paroles du gouverneur Mwando Nsimba, ont pris Tujikingé au pied de la lettre. Aux points de contrôle et lors des descentes, des objets de valeur ont été volés et de nombreux civils se sont plaints d'être harcelés par les acteurs de la sécurité étatiques. Pire, les Bukavu-Forces Vives et des membres de la société civile affirment que les supposés voleurs présentés à la presse avaient été aperçus circulant librement dans la ville.⁸² Entre-temps, d'autres observateurs remarquent avec un certain cynisme que ce type de campagnes n'était qu'une mascarade pour donner à certains politiciens la possibilité de se positionner en vue de prochaines élections.⁸³ Depuis les élections de 2018, ces opérations ont fait long feu. En septembre 2018, tout juste six mois après le lancement de la campagne, c'est dans ce contexte qu'un journal qualifiait Bukavu de capitale de l'insécurité en RDC.⁸⁴

Dans une certaine mesure, avec la campagne Tujikingé, l'histoire de l'insécurité à Bukavu est revenue à la case départ. Il s'agissait ainsi d'une réponse étatique ambitieuse ancrée dans l'auto-prise en charge visant la mise en œuvre de différentes actions, mais elle est par la suite devenue victime des répercussions de sa propre logique. L'efficacité des services de sécurité étatiques était tributaire d'acteurs urbains ambigus tels que les groupes de jeunes et les conducteurs de taxi-moto. Des procureurs et juges ont laissé les voleurs arrêtés retrouver leur liberté. Des officiers de police ont harcelé et volé ceux qu'ils étaient censés protéger. Des civils ont pris la justice en main. Fait sans doute le plus tragique – et des plus impressionnants –, un chef de quartier qui se sentait abandonné et n'était pas payé semble avoir surpassé les efforts de l'Etat avec ses

82 Projet Usalama III, entretien avec un membre d'un groupe de jeunes impliqués dans le maintien de l'ordre, Panzi, 28 mars 2019.

83 Steve Mulindwa, « Bukavu: Des bandits arrêtés dans le cadre de l'opération TUJIKINGE circulent librement dans la ville », *Radio Maendeleo*, 24 avril 2018, <<http://www.radiomaendeleo.info/bukavudes-bandits-arretes-dans-le-cadre-de-loperation-tujiking-circulent-librement-dans-la-ville/>>.

84 Nsapu, « RDC: Bukavu est devenue la capitale de l'insécurité ».

propres initiatives. Qu'on le veuille ou non, l'article 15 et l'auto-prise en charge sont ainsi devenus des piliers de la gouvernance de la sécurité urbaine, dont la solidité influe forcément sur toute initiative visant à lutter contre l'insécurité.

6. Conclusion et considérations politiques

Ce rapport a commencé, dans son introduction, par une citation d'un policier congolais pour qui la sécurité était un système qui changeait en permanence. A Bukavu, le déclin économique, le conflit violent et le fait que l'Etat se retire de ses obligations à l'égard de la sécurité publique ont entraîné l'apparition d'un système au sein duquel la sécurité et l'insécurité sont intimement liées. A vrai dire, elles sont désormais les deux faces d'une même pièce.

Ce système d'insécurité a encouragé de nombreuses formes de résistance organisée et quotidienne. Parmi celles-ci figurent des campagnes sécuritaires globales menées par l'Etat, la mobilisation de patrouilles nocturnes au niveau des quartiers et des avenues, et l'organisation des jeunes en groupes impliqués dans le maintien de l'ordre. Aussi bien intentionnés soient nombre de ces efforts, ils peuvent aussi nuire à la sécurité. La police harcèle régulièrement les habitants pour de l'argent; les juges libèrent les gangsters après versement de pots-de-vin; les groupes de jeunes cultivent des relations mutuellement bénéfiques avec des criminels notoires; et les civils protègent les voleurs auxquels ils achètent des marchandises volées.

Le système d'insécurité à Bukavu s'est infiltré dans de nombreux aspects du quotidien. A la base se trouve une tension entre les forces structurelles et le rôle des personnes affectées. De ce fait, le système change constamment de formes, d'où un ordre ambigu au sein duquel une pluralité d'acteurs collabore et se fait concurrence pour parvenir à un objectif pratiquement irréalisable: à la fois survivre, prospérer et garantir la sécurité.

Pour ceux qui souhaiteraient influencer positivement sur ce système, voici cinq points à considérer:

Créer des espaces urbains sécurisés

L'une des façons d'aborder le problème consiste à rendre les espaces urbains moins propices à l'insécurité. Il pourrait s'agir dans un premier temps d'effectuer des investissements conséquents dans l'infrastructure publique. La quasi-totalité des habitants de Bukavu citent le manque d'éclairage public comme cause d'insécurité au quotidien. De même, les policiers et les résidents évoquent le mauvais état ou l'absence de routes, et l'inaccessibilité de certaines zones urbaines qui en résulte, comme constituant un obstacle majeur à la sécurisation de l'environnement. Enfin, les repaires de drogue, les maisons closes et les *ngandas* sont considérés comme attirant de mauvaises gens. Les stupéfiants et les maisons closes sont illégaux en RDC et de nombreux *ngandas* opèrent sans licence; il devrait donc être facile de les fermer. Un investissement dans ce type d'initiatives peu coûteuses favoriserait le sentiment de sécurité et, surtout, rétablirait une confiance populaire indispensable à l'égard des autorités de l'Etat.

S'engager en faveur de la réforme de la police

Au Congo, la sécurité et l'ordre publics incombent à la Police nationale congolaise (PNC). Depuis 2005, la PNC fait l'objet d'une réforme nationale devant conduire à l'adoption d'une stratégie du maintien de l'ordre communautaire. Pendant un certain temps, les communes et les chefs de quartier de Bukavu ont régulièrement tenu des réunions sur la sécurité entre les autorités urbaines, la police et la société civile. Avec le soutien de bailleurs de fonds, ces réunions ont encouragé un sentiment de confiance en matière de sécurité, les dirigeants civils pouvant exiger des comptes à la police, à leur bourgmestre ou à leur chef de quartier. Le rôle crucial des cadres de base dans la sécurité a également été revalorisé. Désormais, ces réunions ne sont organisées que périodiquement et de manière réactive.

Un programme soutenant l'aménagement de budgets pour la ville et les communes – en soulignant l'importance des dépenses sécuritaires – pourrait contribuer à dégager les fonds nécessaires à l'institutionnalisation

de ces fonctions. En outre, l'article 15 du décret de 2013 qui a instauré les CLSP prévoit la création d'un fonds par le gouverneur provincial afin de financer les activités liées à la sécurité de manière indépendante. Malgré les efforts consentis par la société civile, ce fonds n'a jamais vu le jour. Nonobstant les risques associés à une implication dans la réforme du secteur de la sécurité, les bailleurs de fonds devraient de nouveau étudier l'idée d'une réforme de la police et contribuer au fonds des CLSP.⁸⁵

Mobiliser le potentiel positif des jeunes

Les jeunes jouent un rôle clé dans les initiatives de sécurité, mais ils sont aussi un élément central du paysage de l'insécurité. Une mobilisation du potentiel positif qu'offrent les jeunes pourrait ouvrir des opportunités considérables. De nombreux travaux sont déjà faits dans ce domaine, notamment en matière de formation au leadership, de participation civique et d'éducation. L'instauration d'un soutien et de partenariats permanents entre bailleurs de fonds, ONG internationales et organisations de jeunes à Bukavu pourrait créer davantage d'opportunités de tenir les jeunes à l'écart des activités criminelles.

Plusieurs organisations de jeunes mobilisent déjà des habitants pour le *salongo* – pratique consistant à travailler gratuitement une fois par semaine sur un projet de développement communautaire. Ce type d'initiatives pourrait être appuyé financièrement et associé à une formation professionnelle, ce qui accroîtrait le sentiment de sécurité parmi les communautés du voisinage. Surtout, elles pourraient aussi renforcer le sentiment d'appartenance sociétale chez les jeunes.

S'appuyer sur les meilleures pratiques locales

Il existe déjà de nombreuses réponses communautaires à l'insécurité. Certaines fonctionnent, parfois à court terme. Les initiatives les plus prometteuses tendent à s'appuyer sur des structures déjà en place,

85 Michel Thill, Robert Njangala et Josapaht Musamba, « Putting everyday police life at the centre of reform in Bukavu », Document d'information, Londres: Rift Valley Institute, mars 2018.

comme le Comité de développement (CdD) au niveau de l'avenue, ou les patrouilles nocturnes que les cadres de base mobilisaient pendant l'occupation du RCD. De telles plateformes pourraient être intégrées dans des structures administratives urbaines décentralisées, pour donner aux habitants et aux cadres de base la possibilité d'atténuer les risques sécuritaires et de lutter contre les différents problèmes. Afin de soutenir les activités de ces comités, les bailleurs de fonds pourraient proposer d'apporter une contribution financière égale à celle émanant des résidents et des organisations locales.

Encourager une inclusion sociale partant de la base

L'insécurité exige une réponse à l'échelle de la société. Etant donné le succès relatif des initiatives locales, le rôle le plus efficace que les bailleurs puissent jouer pourrait être d'encourager une stratégie partant de la base – comme l'illustrent les CdD. A l'instar de la réforme de la police, la création d'espaces de rencontre entre l'Etat et société constitue une importante première étape réalisable pour promouvoir un véritable sentiment d'inclusion sociale et pour donner aux habitants de Bukavu une fonction significative dans la sécurité de leur ville.⁸⁶

.....

86 Projet Usalama III, entretien avec un cadre de base, Essence, 13 mars 2019; entretien avec un employé de la commune d'Ibanda, Ndendere, 21 octobre 2016 et 30 octobre 2016.

Acronymes, vocabulaire et expressions

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo/Zaïre
Auto-prise en charge	Expression populaire utilisée dans différents contextes mais surtout pour désigner le fait que l'on assume soi-même des responsabilités envers les questions de sécurité et de justice
Bourgmestre	Maire adjoint. Personnalité occupant une position administrative urbaine qui a été officiellement élue et dirige la commune.
Cadre de base	Position au plus bas échelon de l'administration municipale.
CAID	Cellule d'analyse des indicateurs de développement
CdD	Comité de développement. Plateforme où se réunissent des personnalités respectées du quartier pour débattre des questions urgentes (sécurité, hygiène, développement, etc.) et mobiliser des réponses communautaires à celles-ci.
Chef de quartier	Position officielle de la hiérarchie administrative urbaine. Nommé officiellement par le bourgmestre élu
CLSP	Comité local pour la sécurité de proximité. Plateforme dédiée à l'échange, la coordination, l'analyse et la redevabilité en matière de sécurité, réunissant la société civile, la police et les autorités urbaines au niveau de la commune.
Commune	Plus grande entité administrative de la ville. Goma est répartie en deux communes : Karisimbi et Goma.
Coop	Abréviation de « coopération ». Désigne divers arrangements mutuellement bénéfiques conclus entre des criminels et la police.

Kabanga	Du mot mashi « mubanga », une lourde corde. Désigne une pratique criminelle consistant à étrangler à mort une victime avec une corde.
Maibobo	Enfants des rues (en swahili)
Maison de tolérance	Désigne communément une maison close.
Nganda	Bar ou pub (en swahili)
Nyumba kumi	Dix maisons (en swahili)
PNC	Police nationale congolaise
Quartier	Entité administrative urbaine située en dessous de la commune et au-dessus de la cellule et de l'avenue
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo (ou Congo)
Rapportage	Pratique au sein de la police (mais aussi d'autres institutions de l'Etat) par laquelle des officiers doivent générer des revenus pour leurs supérieurs; peut se traduire par un harcèlement généralisé des civils.
SAJECEK	Synergie des associations des jeunes pour l'éducation civique, électorale et la promotion des droits de l'Homme au Sud-Kivu/Forces Vives. Organisation de développement communautaire basée à Essence, dotée d'une branche sécuritaire tenue par des jeunes.
Salongo	Travail fourni une fois par semaine à titre bénévole à des fins de projets de développement communautaire (en swahili)
Snith	Type d'opioïde (en swahili)
SSAPR	Security Sector Accountability and Police Reform
Tujikingo	Défendons-nous (en swahili)
Vols à main armée	Egalement appelés braquages ou vols qualifiés

Bibliographie

- Batumike, Eric. « La criminalité à Bukavu (1994–2016) ». Bukavu: Institut supérieur pédagogique, 2017.
- Burton, Andrew. *African Underclass: Urbanization, crime and colonial order in Dar es Salaam 1919–61*. Oxford: James Currey, 2006.
- Büscher, Karen. « Conflict, state failure and urban transformation in the Eastern Congolese periphery. The case of Goma ». Thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2011.
- Callaghy, Thomas. *The State–Society Struggle: Zaire in Comparative Perspective*. New York: Columbia University Press, 1984.
- République démocratique du Congo/Bureau de la Primature/Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID). « Ville de Bukavu: Fiche d'identité de la ville ». Non daté. Consulté le 21 juin 2019. (<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-villes/ville-de-bukavu/?domaine=fiche>)
- Hendriks, Maarten. « The politics of everyday policing in Goma: the case of the *Anti-gang* ». *Journal of Eastern African Studies* 12/2 (2018): 274–289.
- Hoffmann, Kasper, Mariève Pouliot et Godefroid Muzalia. « Constructed Anarchy: Governance, Conflict, and Precarious Property Rights in Bukavu, Democratic Republic of the Congo ». Congo Research Briefs 1. Gand: Governance in Conflict Network, université de Gand, 2019. Consulté le 20 mai 2019. (<https://www.gicnetwork.be/constructed-anarchy-governance-conflict-and-precarious-property-rights-in-bukavu-democratic-republic-of-the-congo/>)
- Human Rights Watch. « D. R. Congo: War Crimes in Bukavu ». Document d'information. New York: Human Rights Watch, juin 2004.
- Hunt, Nancy Rose. *A Nervous State: Violence, Remedies, And Reverie in Colonial Congo*. Londres: Duke University Press, 2016.
- Journal Officiel de la République démocratique du Congo. « Loi organique n° 10/11 du 18 mai 2010 portant fixation des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces ». Kinshasa: Cabinet du Président de la République, 7 juin 2010.
- Journal Officiel de la République démocratique du Congo. « Loi organique n° 08/016 du 7 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Décentralisées et leurs rapports avec l'État

- et les Provinces ». Kinshasa: Cabinet du Président de la République, 10 octobre 2008.
- Kagabo, Pilipili. « Contribution à la connaissance des origines du centre de Bukavu (Kivu) de 1870 à 1935 ». Mémoire de Maîtrise, université nationale du Zaïre, campus de Lubumbashi, Lubumbashi, 1973.
- Kyed, Helene Maria. « Street Authorities: Community Policing in Mozambique and Swaziland ». *Political and Legal Anthropology Review* 41/1 (2018): 19–34.
- Lauro, Amandine. « Maintenir l'ordre dans la colonie-modèle. Notes sur les désordres urbains et la police des frontières raciales au Congo belge ». *Crime, Histoire & Sociétés* 15/2 (2011): 97–121.
- Mathys, Gillian. « People on the move: Frontiers, borders, mobility and history in the Lake Kivu region, 19th-20 century ». Thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2014.
- et Karen Büscher. « Urbanizing Kitchanga: spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, Eastern Congo ». *Journal of Eastern African Studies* 12/2 (2018): 232–253.
- Mulindwa, Steve. « Bukavu: Des bandits arrêtés dans le cadre de l'opération TUJIKINGE circulent librement dans la ville ». *Radio Maendeleo*. 24 avril 2018. (<http://www.radiomaendeleo.info/bukavudes-bandits-arretes-dans-le-cadre-de-loperation-tujikinge-circulent-librement-dans-la-ville/>)
- Muzalia, Godefroid. « Insécurité dans la ville de Bukavu au Sud-Kivu: Perspectives historiques (1960–2018) ». Bukavu: *Groupe d'Etudes sur les Conflits et la Sécurité Humaine*, à paraître.
- Njangu, Canda-ciri. « La Résistance Shi à la pénétration européenne (1900–1920) ». Lubumbashi: université nationale du Zaïre, 1973.
- Nsapu, Esther. « RDC: Bukavu est devenue la capitale de l'insécurité ». *La Libre Afrique*. 13 septembre 2018. Consulté le 19 mai 2019. (<https://afrique.lalibre.be/24320/rdc-bukavu-est-devenue-la-capitale-de-linsecurite>)
- Raeymaekers, Timothy. « The Power of Protection: Governance and transborder trade on the Congo–Ugandan Frontier ». Thèse de Doctorat, université de Gand, Gand, 2007.
- République du Zaïre / Bureau d'études d'aménagements urbains. « Enquêtes démographiques: Ville de Bukavu », 1978.

SAJECEK-Forces Vives. « *Sud-Kivu 2018: 345 personnes tuées, 881 maisons attaquées par des bandits armés, 232 cas d'enlèvement et 36 cas de justice populaire en une seule année* ». SAJECEK Bulletin Nr. 60. Bukavu: SAJECEK, 23 janvier 2019.

Salahub, Jennifer Erin et Maïssam D Zaaroura. « Conclusion: reflections on how to make cities safer and inclusive ». Dans *Reducing Urban Violence in the Global South: Towards Safe and Inclusive Cities*, édité par Jennifer Erin Salahub, Markus Gottsbacher, John de Boer et Maïssam D Zaaroura, 221–236. New York: Routledge, 2019.

Schatzberg, Michael. *The Dialectics of Oppression in Zaire*. Bloomington: Indiana University Press, 1988.

Security Sector Accountability and Police Reform (SSAPR). « Acteurs non-étatiques: Pratiques de sécurité et de justice: Matadi, Kananga et Bukavu ». DAI Europe, 2012.

Thill, Michel. « Police at Work in Bukavu: Negotiating revenue-generation in urban pirate markets ». Dans *Negotiating public services in the Congo*, édité par Tom De Herdt et Kristof Titeca. Londres: Zed Books, à paraître.

—, Gentil Kulimushi et Godefroid Muzalia. « La campagne Tujikingé et la gouvernance de la sécurité à Bukavu ». *Rift Valley Institute*, 23 juillet 2019. Consulté le 23 juillet 2019. (<http://riftvalley.net/news/une-gouvernance-securitaire-opaque-le-cas-de-la-campagne-tujikingé-a-bukavu>)

—, Robert Njangala et Josapaht Musamba. « Putting everyday police life at the centre of reform in Bukavu ». Document d'information. Londres: Rift Valley Institute, mars 2018.

—, Josaphat Musamba et Robert Njangala. « Kukufa mu gratuité (to die for nothing): Making a living in Bukavu's police ». *Polisi Siku Kw Siku* (Everyday Police) blog 1. 12 décembre 2017. Consulté le 20 mai 2019. (<https://www.kpsrl.org/blog/kukufa-mu-gratuite-to-die-for-nothing-making-a-living-in-bukavus-police>)

Thomas, Martin. *Violence and Colonial Order: Police, Workers and Protest in the European Colonial Empires, 1918–1940*. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.

Verweijen, Judith. « The Disconcerting Popularity of Popular In/justice in the Fizi/Uvira Region, Eastern Democratic Republic of the Congo ». *International Journal of Minority and Group Rights* 22 (2015): 335–359.

- , « From Autochthony to Violence? Discursive and Coercive Social Practices of the Mai-Mai in Fizi, Eastern DR Congo ». *African Studies Review* 58/2 (2015): 157–180.
- , Michel Thill et Maarten Hendriks. « Ambiguous Order: Youth Groups and Urban Policing in the Eastern Congo ». Document d'information publié dans le cadre du Projet Usalama III. Nairobi: Rift Valley Institute, 2019.
- Groupe de la Banque mondiale. « Democratic Republic of Congo Urbanization Review: Productive and Inclusive Cities for an Emerging Democratic Republic of Congo ». Washington, DC: Banque pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, 2018.
- Young, Crawford et Thomas Turner. *The Rise and Decline of the Zairian State*. Madison: University of Wisconsin Press, 1985.

Publications choisies du Projet Usalama



Un microcosme de militarisation: Conflit, gouvernance et mobilisation armée en territoire d'Uvira

Ce rapport analyse la militarisation en territoire d'Uvira et la manière dont celle-ci façonne les rapports entre conflits locaux, gouvernance et mobilisation armée.



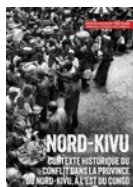
Ambiguous Order: Youth Groups and Urban Policing in the Congo

This briefing examines the structure, operations and social function of youth policing groups in Bukavu, Goma and Uvira.



Contesting Authority: Armed rebellion and military fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu

This report analyses the involvement of armed groups in public life in the territories of Kalehe and Walikale, which has led to further militarization and fragmentation of public space and social interactions.



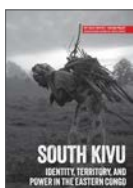
Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

Ce rapport résume le contexte historique de la profusion des groupes armés qui ont surgit dans les deux dernières décennies dans la province du Nord-Kivu en RDC.



Recycling Rebels: Demobilization in the Congo

This briefing analyses why and how previous DDR processes have failed, and provides a sketch of the current state of affairs and future prospects for demobilization.



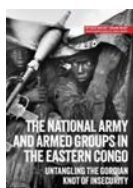
South Kivu: Identity, territory and power in the eastern Congo

This report outlines the historical dynamics behind the armed movements in South Kivu, focusing on the period before and leading up to the First Congo War.



Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo

Ce briefing examine les principaux mécanismes qui sous-tendent la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo pour venir à bout de cette problématique.



The national army and armed groups in the eastern Congo: Untangling the Gordian knot of insecurity

The final report of phase I of the Usalama Project presents conclusions from 18 months of field research on the national army and armed groups in the eastern DRC focussing on armed mobilization in North and South Kivu, the FARDC and a critical review of past and current efforts in the field of demobilization and army reform.



The Ebb and Flow of Stabilization in the Congo

This briefing examines the mixed approach of MONUSCO towards the implementation of the I4S and suggests that it would be appropriate for the UN mission and its partners to continue to advance this framework.

UN SYSTÈME D'INSÉCURITÉ: COMPRENDRE LA VIOLENCE ET LA CRIMINALITÉ URBAINES À BUKAVU EXAMINE LE RÔLE DES RÔLE DES ACTEURS ÉTATIQUES ET NON ÉTATIQUES DANS LA MISE À DISPOSITION D'OUTILS POUR LA SÉCURITÉ, AINSI QU'À LA FAÇON DONT LES CITOYENS PERÇOIVENT L'INSÉCURITÉ, LEUR VÉCU À CET ÉGARD ET LES RÉPONSES QU'ILS Y APPORTENT À BUKAVU, CAPITALE DE LA PROVINCE DU SUD-KIVU DANS L'EST DU CONGO. FACE À UNE INSÉCURITÉ URBAINE GRANDISSANTE, LES HABITANTS DE BUKAVU ONT DÉCIDÉ DE PRENDRE LES CHOSES EN MAIN. L'IMPROVISATION, LA DÉBROUILLE ET L'« AUTO-PRISE EN CHARGE » SONT DEVENUES DES LOGIQUES DE L'ACTION PERSONNELLE. CELA A ENGENDRÉ UN ORDRE AMBIGU DANS LEQUEL UNE PLURALITÉ D'ACTEURS EST EN CONCURRENCE POUR PARVENIR À UN OBJECTIF PRATIQUEMENT IRRÉALISABLE: À LA FOIS SURVIVRE, PROSPÉRER ET GARANTIR LA SÉCURITÉ.



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
مركز البحوث
Machadaka Bwanda Rift
የቦንድ ኩ ቦንድ
Instituto do Vale do Rift
东非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-65-4



9 781907 431654 >